

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

DÉCLARATION DE GUERRE

EN DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mardi 16 Mars 1909, à 2 h. 1/2.

PAR

GASTON BELLAT

Président : M. LOUIS RENAULT, professeur.

Suffragants { *MM. LESEUR, professeur.*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
DÉCLARATION DE GUERRE
EN DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mardi 16 Mars 1909, à 2 h. 1/2.

PAR

GASTON BELLAT



Président : M. LOUIS RENAULT, professeur.
Suffragants { MM. LESEUR, professeur.
 GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR.

11, Rue Victor-Cousin, 11

1909

AVERTISSEMENT

Nous traitons ici de la déclaration de guerre en droit international. C'est dire que nous laissons de côté tout ce qui est relatif à la déclaration de guerre au point de vue du droit constitutionnel. Nous étudions cette déclaration de guerre, lorsqu'elle intervient entre Etats normalement constitués au point de vue international ; nous éliminons donc les cas de guerre civile ou d'expéditions contre des pays non civilisés. Enfin, il nous a paru nécessaire, pour dégager clairement notre sujet, d'écarter aussi les avertissements aux neutres, et toutes considérations relatives aux intérêts de ces neutres, qui sont dans un autre ordre d'idées. De sorte que la question qui fait l'objet de cette étude peut se définir ainsi : la déclaration de guerre, considérée, en pratique et en droit, au point de vue de l'avertissement intervenant à l'occasion de l'ouverture des hostilités, entre Etats souverains et indépendants.

[N. B. — Nous avons surtout essayé d'émettre ici quelques idées personnelles, et nous avons évité de faire

de notre travail une compilation volumineuse. C'est pourquoi nous n'avons pas renvoyé fréquemment aux nombreux ouvrages de droit et d'histoire, que nous avons dû consulter, ce qui aurait allongé considérablement les notes. On les trouvera d'ailleurs dans notre Bibliographie. Pour ce qui est des documents dont nous nous sommes servis, nous les avons cités sans en reproduire les textes, qui auraient tenu une place disproportionnée dans notre étude].

INTRODUCTION HISTORIQUE

I

L'Antiquité

L'usage de la déclaration de guerre remonte aux temps les plus reculés (1). Les Grecs l'observaient déjà (2). On le trouve à Rome, empreint d'un caractère religieux et d'un formalisme rigoureux destiné à rendre la guerre *justum* (3), c'est-à-dire légitime. Les formalités de cette déclaration de guerre devaient servir à s'assurer l'appui des divinités, et à produire certains effets

1. Deutéronome, XX, 10. Flavius Josèphe. *Histoire des Juifs*, édit. 1667, p. 324.

2. Thucydide. *Histoire de la guerre du Péloponèse*, Liv. I, ch. XXIX. Xénophon. *Les Helléniques*, Liv. II. Hérodote. *Histoire*, V, 31. Pausanias. *Itinéraire de la Grèce*, Liv. IV, ch. V.

3. Cicéron. *De officiis*, Liv. II, ch. 2. Weiss. *Le droit fétial et les fétiaux sous la République romaine*, p. 61 et s. Revon. *Le droit de la guerre sous la République romaine*, p. 54 et s.

juridiques, comme la réduction en esclavage des prisonniers de guerre.

Cette cérémonie, d'ailleurs très compliquée, où le *Pater patratus* prenait les dieux à témoins, et se rendait à deux reprises, accompagné des fétiaux, sur le territoire ennemi, était donc motivée par des considérations complètement étrangères au droit international ; mais cet usage eut une grande influence sur les siècles qui suivirent, et Grotius (1) et Vattel (2), l'admiraient encore (3). Il tomba en désuétude, vers la fin de la République, lorsque Rome, devenant de plus en plus puissante, s'habitua à considérer tous ses ennemis comme des barbares.

II

Le Moyen-Age

A l'époque des invasions des Germains, la loyauté avait tout à fait disparu dans les rapports entre combattants, et on peut tout au plus citer quelques défis

1. Grotius. *Le droit de la guerre et de la paix*. Ed. Pradier-Fodéré, 1867, Liv. III, ch. XXI, § 2.

2. Vattel. *Le droit des gens*. Ed. Pradier-Fodéré, 1863, t. II, Liv. III, ch. IV, § 51.

3. Mais non pas Bossuet comme on l'a dit quelquefois. Cf. *Discours sur l'histoire universelle*, 3^e part., ch. IV.

solennels, comme celui de Chlodowig et de Raghenaer contre Syagrius (1). La doctrine est rudimentaire (2).

Ce n'est que vers le XII^e siècle, grâce aux pratiques de la chevalerie, que l'habitude s'établit de déclarer la guerre solennellement. On envoie des lettres de défi ou *deffiance*, et souvent même on convient du jour de la bataille (3). Jusqu'au XVI^e siècle, la violation de cet usage aurait été considérée comme une véritable trahison.

III

La Doctrine du XVI^e au XVIII^e siècle.

Après les grands événements de la Réforme et de la Renaissance, les nations européennes sont constituées. Nous pouvons donc maintenant chercher l'origine de notre sujet en droit international. Mais, exception faite pour Machiavel, les auteurs du XVI^e siècle s'inspirent

1. Henri Martin. *Histoire de France*, t. I, p. 440 de la 4^e éd.

2. Par ex. Isidore de Séville. *Etymologies* « Justum bellum est quod ex praedicto geritur ».

3. On en trouvera des exemples dans Leibniz *Codex juris gentium diplomaticus* et Christine de Pisan. *Livre de faits d'armes et de chevalerie*.

plus (1) ou moins (2) des idées romaines, pour estimer illégitime la guerre sans déclaration préalable (3), et exiger même un délai (4).

Cependant, devant la fréquence croissante des guerres commencées sans déclaration, on abandonna peu à peu des prétentions qui ne se justifiaient plus par les théories romaines, vestiges d'un autre âge, et qu'on ne pouvait fonder sur des principes de droit international, qui n'étaient pas encore dégagés.

*
* *

Au xvii^e siècle, Grotius estime que, si, lorsqu'on a engagé des négociations diplomatiques, il faut en attendre la fin avant de recourir aux armes, on peut aussi bien se passer de négociations, et il suffit alors d'une déclaration *qui n'exige aucun temps après elle* (5). C'est donc une pure formalité, qui ne saurait être considérée

1. Balthazaris Ayala*e exercitus de jure officiis bellicis ac disciplina militari tres libri*, liv. I, ch. 1, § 4.

2. Parys du Puy. *Tractatus elegans et copiosus de re militari*. XVI.

3. Conradi Bruni. *De legationibus libri quinque*, liv. III, ch. VIII.

4. Belli. *De re militari et de bello tractatus*. 2^e part., tit. VIII. Alberici Gentilis. *De Jure belli libri tres*, Liv. II, ch. 2.

5. De jure belli ac pacis libri tres, in quibus jus naturæ et gentium, item juris publici præcipua explicantur. Trad. Pradier-Fodéré. *Le droit de la guerre et de la paix*, liv. II, chap. III.

comme un avertissement sérieux, et pourrait même se concilier avec une attaque perfide.

*
* *

Négligeant d'autres auteurs, qui n'apportent aucune idée nouvelle dans le débat (1), nous arrivons au xviii^e siècle, où la doctrine diminue encore ses prétentions. Vattel donne comme exemple de mesure licite préalable à la déclaration de guerre, le fait d'entrer sur le territoire ennemi, et d'y occuper un poste avantageux (2). En réalité, pour ne pas trop se mettre en contradiction avec les mœurs de l'époque, il ne considère pas comme des actes d'hostilité proprement dits, les actes qui constituent généralement l'ouverture des hostilités et qui dans la pratique, précèdent ordinairement la déclaration. Cette théorie, qui consiste à rétrécir la notion d'acte d'hostilité, pour permettre de commencer la guerre en fait avant de la déclarer, s'adapte merveilleusement aux guerres du xviii^e siècle où nous verrons les gouvernants se défendre de commettre des actes d'hostilité, tout en violant manifestement l'état de paix ; mais elle est la

1. Par exemple, Zouch. *De jure feciali sive de jure inter gentes*. Pufendorf. *De jure naturae et gentium* (trad. fr. de Barbayrac), l. VIII, ch. IV.

2. Vattel. *Le droit des gens*. Liv. III, ch. IV, § 60, t. II, p. 407 de l'édition de Pradier-Fodéré ; pour ce que Vattel doit à Wolff, cf. Wheaton. *Hist. des progrès du droit des gens*, t. I, p. 236 et s.

négarion même des principes d'indépendance et de respect mutuel de la souveraineté des Etats, qui sont à la base du droit international. Elle a le tort de vouloir concilier deux choses inconciliables, une déclaration de guerre, et des violences préalables.

*
* *

Mieux vaut, avec Bynkershoeck, se libérer complètement de la solution romaine, et abandonner une formalité qui n'a plus de sens au moment où elle intervient (1). Après avoir demandé réparation, et cette demande ayant été suivie d'un refus, il est permis d'employer la force sans déclaration préalable (2) : telle est la théorie de Bynkershoeck, bien préférable à celles de Grotius ou de Vattel ; en pratique, elle met à l'abri de l'attaque perfide et de toute mesure inopinée ; en droit, elle se refuse à exiger une déclaration dont elle ne peut justifier l'obligation d'une façon péremptoire. A l'heure actuelle, et malgré les progrès du droit international, une partie de la doctrine s'en tient encore aux idées très nettes et très claires de Bynkershoeck.

1. Dans le même sens, Heineccius. *Elementa juris civilis*. L. II, § 198.

2. C. van Bynkershoeck, *juri et praesidis quaestionum juris publici*. Liv. I, ch. II, p. 7 de l'édition. MDCCCXXXVII.

IV

La Pratique du XVI^e au XVIII^e siècle.

C'est au xvii^e siècle que la pratique de la déclaration de guerre préalable aux hostilités tombe en désuétude. La dernière déclaration solennelle fut celle de la Suède au Danemark en 1657, qui fut faite par héraut (1). En 1671, une déclaration imprimée fut envoyée par Charles II (2) à la Hollande, et enfin, en 1762 (3), nous trouvons une déclaration faite encore par l'Angleterre, avant l'ouverture des hostilités contre l'Espagne.

*
* *

Mais, dès 1588, l'expédition de la Grande Armada avait lieu sans rupture officielle. Au xvii^e siècle, en 1652 dans la guerre contre la Hollande, le manifeste anglais fut précédé par des engagements entre les célèbres amiraux Blake et Tromp. En 1664, des ordres en conseil

1. Jean Dumont. *Corps universel diplomatique du droit des gens*, à sa date.

2. Hale, *Pleas of the crown*, t. I, p. 162.

3. Pour cette période, cf. Wenck. *Codex juris gentium recentissimi* (1735-1772).

anglais autorisent contre la Hollande des représailles générales et l'ouverture des hostilités ne fut déclarée qu'en mars 1665.

En commençant la guerre de Dévolution en 1667, Louis XIV, précurseur de Vattel, mais qui avait pour lui l'excuse de n'être pas un juriconsulte, déclarait qu'il n'entendait pas que la paix soit rompue par son entrée dans les Pays-Bas ; il émettait la même prétention en occupant la Franche-Comté (1). En 1684 lorsque l'Angleterre déclara la guerre aux Provinces-Unies, les hostilités étaient commencées depuis un an.

*
* *

Au xviii^e siècle, il faut mettre complètement à part certaines attaques perfides qui soulevèrent la réprobation unanime des contemporains : l'envahissement par Frédéric II, de la Silésie en 1740 et de la Saxe et de la Bohême en 1755. A toutes les époques, malheureusement, on trouve des Frédéric II ou des Jameson, pour commettre ce que Pufendorf appelait des « actes de brigandage international ». Ce sont là des exceptions dont il n'y a pas lieu de s'occuper davantage.

1. Dans ce second cas, sa prétention était moins exorbitante, car effectivement, le prince de Condé ne rencontra aucune espèce de résistance. Il n'y eut donc pas de guerre à proprement parler.

*
* *

C'est alors que nous voyons couramment des actes d'hostilités commis sans déclaration de guerre préalable :

En 1717, l'ambassadeur d'Espagne au Saint-Siège est arrêté à Milan.

Le 22 août les Espagnols répondent en débarquant près de Cagliari et occupent la Sardaigne.

Le 11 août 1718 l'amiral Byng attaque la flotte espagnole près de Syracuse ; mais sa conduite est désavouée et l'Angleterre déclare la guerre le 27 décembre.

En 1726, l'Angleterre entrave la navigation espagnole, l'Espagne assiège Gibraltar sans formalités.

En 1738 l'Angleterre délivre contre elle des lettres de marque et de représailles ; en 1739 elle réitère.

*
* *

A notre avis, il n'y a pas là à proprement parler de guerres sans déclaration ; car tous ces actes d'hostilité sont relativement peu importants, et n'empêchent pas les rapports entre les Etats. Aussi est-il beaucoup plus juste de les considérer comme de simples représailles, surtout dans l'état du droit international au ^{xvii}e et au ^{xviii}e siècle ; il y a en réalité, pratiquement, une sorte de période intermédiaire, précédant la guerre et n'y aboutissant pas toujours, pendant laquelle les Gouver-

nements discutent, et emploient aussi les moyens de pression et de contrainte qu'ils jugent utiles pour augmenter le poids de leurs arguments. Quelque regrettables qu'ils soient, juridiquement, nous ne pouvons guère les critiquer en fait, car ils subsistent encore à l'heure actuelle. Certes, les atteintes au commerce en temps de paix sont des procédés blâmables ; mais que sont donc nos fameux blocus pacifiques ? Et les engagements où il y a mort d'homme le sont encore davantage, mais qu'on se rappelle l'attitude de Jules Ferry en 1884, qui prétendait après l'affaire de Lang-Son et le bombardement de Ké-lung que nous n'étions pas en guerre avec la Chine, et entendait faire, comme disait M. Delafosse, des « négociations à coups de canon » (1). Quant aux occupations de territoire, comme celle de Louis XIV en 1667, si insoutenables qu'elles puissent être en droit, doivent-elles nous étonner beaucoup ? Pour prendre des faits tout récents, en 1906, les puissances européennes faisant application d'un procédé des plus usuels et des plus efficaces, ont occupé Mytilène (2), appartenant à la Turquie, puissance entrée officiellement dans le concert européen depuis plus de 50 ans.

1. Cf. les protestations du Tsung-Li-Yamen rapportées au *Livre Jaune*, n° 60, et sa circulaire du 14 août aux représentants étrangers à Pékin.

2. Le 26 novembre, l'escadre internationale jetait l'ancre devant Mytilène, et débarquait des contingents français, autrichiens, anglais et russes

Ce que nous refusons d'admettre, c'est que des représailles puissent être considérées, comme l'a soutenu Travers Twiss, à la suite d'une déclaration de guerre qui rétroagirait, comme des actes d'hostilité. Pour nous une déclaration n'a de sens que comme acte constitutif de l'état de guerre, et non comme acte déclaratif ; or, un acte constitutif, là plus que partout ailleurs, ne saurait avoir d'effet rétroactif.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'au XVIII^e siècle on doit faire intervenir la notion de représailles dans une très large mesure.

Il n'existe pas de critérium pour distinguer dans sa nature l'acte de représailles de l'acte d'hostilité.

Aussi tant que les représailles n'auront pas disparu du droit international, on devra considérer comme représailles les actes qui auront été considérés comme tels à la fois par celui qui les a fait et par celui qui les a subi, et ce fut le cas dans les guerres en question.

Est-ce à dire que des actes de représailles n'ont pas besoin d'être précédés d'avertissement ? Ce n'est pas notre avis, et nous nous en expliquerons ultérieurement, mais ce que nous voulons faire remarquer ici, c'est qu'à une époque où on n'était pas aussi susceptible que de nos jours sur la question du respect mutuel de la souveraineté des Etats, il était bien moins choquant en fait d'omettre un avertissement préalable, s'il s'agissait de simples représailles, que s'il s'était agi d'une véritable guerre.

*
* *

C'est ainsi que la guerre de 1755, qui passe généralement pour une guerre commencée sans déclaration, nous apparaît plutôt comme une guerre déclarée en temps voulu, mais précédée de représailles violentes sur une large échelle. Après des querelles à propos de la délimitation des territoires canadiens et virginien (1), les Français occupèrent le Fort de la Nécessité et de véritables batailles s'engagèrent jusqu'en juillet 1755; mais il ne nous paraît pas possible de les considérer comme des actes d'hostilité ouvrant l'état de guerre, puisqu'elles ne furent pas considérées comme telles par les Français qui les subissaient; les négociations postérieures, menées par le duc de Mirepoix, ne peuvent laisser de doute à ce sujet. Il y eut bien d'autres actes de violence durant cette période, notamment la capture du *Lys* et de l'*Alcide* par l'amiral Boscawen, puis celle de nombreux bâtiments de commerce français, sur ordres venus de Londres et malgré les promesses formelles faites à Mirepoix. Cependant, on n'est toujours pas en état de guerre (2), et les négociations continuent.

1. Pour les origines de cette guerre nous renvoyons aux ouvrages spéciaux. Cf. par exemple de Flassan. *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, t. VI, VII^e période, Liv. I, et Waddington. *Louis XV et le renversement des Alliances; préliminaires de la guerre de 7 ans* (1754-56).

2 C'est ce qui résulte de la Note adressée au Gouvernement

La France assiège Port-Mahon ; à partir du 23 janvier 1756, elle met l'embargo sur les navires anglais. Puis, tous les moyens de discussion et de pression étant épuisés, l'Angleterre déclare la guerre le 18 mai et la France lui répond le 16 juin.

*
* *

En 1778, le Gouvernement français déclarait à l'Angleterre (1), en notifiant le traité de commerce conclu avec les Etats-Unis, qu'étant décidé « à soutenir l'honneur de son pavillon », il avait « pris, en conséquence, des mesures éventuelles avec les Etats-Unis ». Si on relit le texte exact de cette note (2), il n'est pas possible de blâmer le Gouvernement anglais de l'avoir considérée comme une déclaration de guerre, si l'on se rappelle dans quelles circonstances elle intervint : les Etats-Unis révoltés étaient en guerre avec l'Angleterre depuis trois ans ; les Anglais avaient déjà surpris 11 navires

anglais, le 21 décembre 1755, par M. de Rouillé, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

1. Déclaration remise par le marquis de Noailles, ambassadeur de France à la Cour de Londres, à Lord Weymouth, secrétaire d'Etat de S. M. B. le 15 mars 1778.

2. Ce qui a pu propager une erreur, c'est que dans l'ouvrage de M. Ortolan, *Diplomatie de la mer*, t. II, p. 22, le passage caractéristique n'est pas donné, et la note ainsi tronquée a été reproduite comme étant complète, notamment dans Bruyas, *De la déclaration de guerre*, Thèse (Lyon).

français portant des munitions aux Américains ; des gentilshommes français allaient combattre avec eux ; une mission américaine arrivée à Paris avec Franklin depuis un an, était en pourparlers avec le cabinet de Versailles ; la diplomatie espagnole, sous l'influence de la diplomatie française, d'octobre 1777 à mars 1778, avait détaché le Portugal de l'Angleterre.

Enfin, le traité de commerce du 6 février était absolument contraire aux principes de droit maritime chers à l'Angleterre (1) en temps de guerre ; mais surtout, ce traité était une reconnaissance de l'indépendance américaine, ce qui, historiquement, et malgré la proclamation du 4 juillet 1776, était à coup sûr prématuré puisque justement l'année suivante, la lutte tourna momentanément au désavantage des insurgés ; que la bataille considérée comme décisive, celle de Yorktown, est de 1781, et que le concours de la France avait précisément pour but d'aider les Etats-Unis à conquérir cette indépendance. Aussi, la reconnaissance de l'indépendance dans de pareilles conditions, équivalait, à elle seule, à une déclaration de guerre. C'est pourquoi les signataires du traité du 6 février, qui le savaient bien,

1. De Martens. *Causes célèbres du droit des gens*, t. III, *Cause II*, n. VI. L'exécution du traité devait notamment donner lieu à des difficultés lors de la guerre de 1793, pour le traitement des navires français dans les ports américains, et les Etats-Unis furent mis dans l'alternative de violer soit les clauses du traité, soit les règles de la neutralité.

avaient, le même jour, conclu un second traité (1), pas notifié celui-là, et par lequel ils s'engageaient à « faire tous leurs efforts contre l'ennemi commun » (art. 3), et « à ne pas mettre bas les armes avant que l'indépendance des Etats-Unis ne soit assurée... par le ou les traités qui termineront la guerre » (art. 8).

Dans ces conditions, si nous regrettons que la France n'ait pas employé dans sa déclaration des termes encore plus précis, nous trouvons cependant tout naturel que le Gouvernement anglais, après l'avoir reçue, ait rappelé son ambassadeur, et se soit considéré comme en état de guerre (2). L'opinion d'ailleurs ne s'y trompait pas, et la France, par un acte non équivoque, recevait solennellement, en qualité d'ambassadeurs, le 21 mars, les envoyés des américains révoltés. Dès lors, nous ne trouvons pas étonnant que, le 17 juin, la flotte de Kép- pel, faisant une reconnaissance près de Brest, ait attaqué les frégates la *Belle-Poule*, la *Pallas*, et la *Licorne*, et le lougre le *Coureur*. On a été jusqu'à dire que Louis XVI, par une magnanimité vraiment déplacée, avait voulu se laisser attaquer ; la vérité, bien connue aujourd'hui, est que le prudent Vergennes s'était efforcé de

1. Dans le recueil de Martens, à sa date.

2. Sur cette question cf. Mémoire justificatif dans Gibbon. *Miscellaneous Works*, vol. IV, et aussi le discours du ministre de la Guerre en réponse à celui du Gouverneur Pownal, à la séance de la Chambre des Communes, du 17 mars. Rappelons aussi que l'embargo avait été mis sur les navires des deux pays.

modérer Franklin et de retarder le plus possible l'ouverture des hostilités, parce que nous n'étions pas encore prêts.

V

Guerres de la période dite de la Révolution (1789-1815).

La guerre entre la France et l'Empire était inévitable depuis la fin de 1791, et la Convention avait déjà adressé à l'Empereur de véritables ultimatums avec délai pour répondre (1), lorsqu'en mars 1792, deux événements vinrent précipiter l'issue du conflit : en Autriche, l'avènement de François II, qui remplaçait le sage Léopold sur le trône de l'Empire, et en France l'arrivée au ministère de Dumouriez, le champion de la politique traditionnelle de lutte contre la maison d'Autriche. Le 18 mars, l'Autriche posait ses conditions pour la dernière fois, savoir, le rétablissement de la monarchie en France sur les bases de la déclaration royale du 23 juin 1789, la restitution du Comtat Venaissin au Pape, et le rétablissement dans leurs droits, des princes possessionnés en Alsace. Le 27, un dernier ultimatum

1. Pour les négociations nous renvoyons à A. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. II, p. 412 et s. et à Thiers, *Histoire de la Révolution française*, t. I, notes et pièces justificatives.

sommant l'Autriche de désarmer et de ne plus s'occuper des affaires de France, était envoyé par Dumouriez et remis par Noailles, le 4 avril, à Cobenzl, qui refusa de le discuter et déclara s'en tenir purement et simplement à sa note du 18 mars. Les négociations étaient terminées.

Le 19 avril Dumouriez lut à l'Assemblée le rapport de Noailles et la réponse de Cobenzl.

Le lendemain en présence du roi, il donnait communication du mémoire qu'il avait préparé sur la situation, avec ses collègues du conseil (1) ; dans la séance de nuit, Condorcet lisait son long « exposé des motifs pour le décret » et vers 10 heures, le Comité diplomatique donnait connaissance du texte du décret « portant déclaration de guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême ».

*
* *

Le 26 juin, le roi de Prusse déclarait la guerre à la France (2) ; mais cela ne lui suffit pas et, dès le 25 juillet, il lançait le manifeste de Brunswick « célèbre dans l'histoire des impertinences diplomatiques ». Le texte parut au *Moniteur* du 3 août précédé d'un article qui le

1. Rapport fait au conseil le 18 avril 1792, an IV de la liberté et lu par le ministre des affaires étrangères à l'assemblée, séance du vendredi 20 avril (au *Moniteur* du 21).

2. Motifs du roi de Prusse pour prendre les armes contre la France. Berlin, 26 juin 1792. Cf. Ségur. *Histoire de Frédéric-Guillaume II*, t. II. *Pièces justificatives*, p. 355 et s.

présentait comme une déclaration de guerre, et il avait été encore aggravé par une Déclaration additionnelle du 27 juillet.

Avec l'Angleterre la rupture était imminente depuis qu'à la nouvelle de la mort de Louis XVI, Chauvelin avait reçu l'ordre de quitter le royaume dans les huit jours ; avec la Hollande, la situation était compromise depuis la fin de 1792 ; aussi, « pour mettre un terme aux longues incertitudes du public » (1) l'Assemblée, le 1^{er} février, sur le rapport de Brissot (2) et la proposition du Comité diplomatique, votait à l'unanimité le décret déclarant la République « en guerre avec le roi d'Angleterre et le Stathouder des Provinces-Unies » (3). Enfin, sur la demande de Fabre d'Églantine, elle ordonnait une adresse au peuple anglais.

Pour la même raison que Chauvelin, Bourgoing avait quitté Madrid le 23 février. Le 7 mars, sur le rapport de Barrère, la Convention déclarait la guerre au roi d'Espagne (4).

1. Lebrun à Dumouriez. Cf. Aulard. *Délibérations du Conseil exécutif*, t. II, p. 67.

2. Rapport du Comité de défense générale sur les relations avec l'Angleterre.

3. Cf. aussi Wheaton. *Histoire des progrès du droit des gens*, t. II, § 3.

4. Cf. au *Moniteur* du 8, les curieux considérants du décret.

*
* *

On a quelquefois voulu voir des déclarations dans deux lettres adressées par le Premier Consul au roi d'Angleterre et à l'Empereur en décembre 1799. C'est oublier que rien n'a interrompu la guerre avec l'Angleterre depuis 1793, et que la guerre à l'Autriche avait recommencé déjà, après que le Congrès de Rastadt eut pris fin de la tragique façon que l'on sait (1). Et d'ailleurs, ces deux lettres contenaient justement des propositions de paix, qui, du reste ne furent pas acceptées. Ce qui est exact, c'est qu'il adressait à la même époque (25 décembre), une lettre qui constituait un véritable défi à la Russie. Nous ne nous y attardons pas davantage, puisqu'elle ne fut pas suivie de guerre.

En 1803 (2) après d'infructueuses négociations (3), Lord Withworth demandait ses passeports, et quittait Paris le 13 mai. L'Angleterre, estimant sans doute la rupture suffisamment nette (4), faisait saisir immédiate-

1. Cf. Sybel. *Histoire*, t. IV et V et Bourgeois. *Manuel historique de politique étrangère*, t. II.

2. Pour cette époque, nous renvoyons à Lefebvre. *Histoire des cabinets de l'Europe*, t. I, p. 262 et s. de l'édit. de 1866.

3. Cf. dans l'excellent recueil de l'*Annual Register*, aux *State Papers*, la correspondance entre Lord Withworth et Lord Hawkesbury.

4. Déclaration anglaise du 18 mai.

ment des vaisseaux français dans la baie d'Audierne (1). Le Premier Consul, à titre de représailles, retenait comme prisonniers *de guerre* les Anglais voyageant en France qui servaient dans les milices. Les négociations reprirent encore par l'intermédiaire de la Russie (juillet-août), puis le Premier Consul les rompit et se décida à la guerre.

La même année, l'Angleterre avait mis l'embargo sur les navires hollandais au mois de mai et déclarait la guerre le 17 juin.

*
* *

Nous ne pouvons parler ici de toutes les guerres qui eurent lieu jusqu'en 1815, pendant le « grand duel de Napoléon et de l'Angleterre à travers le monde ». D'une façon générale, les avertissements lorsqu'il y en a, sont réduits à leur forme les plus simples, rappels de négociateurs, messages entre chefs d'armée en présence.

Nous donnons seulement ici quelques cas plus particuliers.

En 1805 les Autrichiens entrent en Bavière sans déclaration, mais sans trop surprendre personne; car leurs armements ostensibles, en août, n'avaient pas laissé de doute sur leurs intentions.

1. Cf. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t IV, liv. XVI, p. 336.

En 1806 Napoléon est atteint, à Bamberg, le 7 octobre, par un ultimatum du roi de Prusse, qui le suivait depuis plusieurs jours, et qui demandait une réponse pour le 8. Le 8, les Prussiens entraient en Saxe et les troupes françaises se mettaient immédiatement en campagne.

En 1807, quelque regrettable qu'ait été le bombardement de Copenhague (2 septembre), il est, à notre avis, parfaitement régulier au point de vue de la déclaration ; car de l'aveu même des Danois, la rupture de la paix remontait au 13 août (1) ; et le 16 août, 20.000 hommes ayant été débarqués à quelques lieues au nord de Copenhague, les Anglais faisaient savoir qu'il n'était « pas encore trop tard » (2) pour arrêter les hostilités.

Par contre, en 1812, les guerres de l'Angleterre contre la Suède et des Etats-Unis contre l'Angleterre commencèrent sans déclaration. La même année, le 22 juin, le Général Lauriston demandait ses passeports, et, le 24, Davout, Oudinot et Ney passaient le Niemen. Il est curieux de remarquer que Thiers, qui n'est pourtant pas suspect de partialité pour Napoléon, puisqu'il était déjà dans l'opposition à l'époque où il écrivait l'histoire de la campagne de Russie, trouve cette formalité très suffisante, tandis que pour 1803, il s'indigne contre les

1. Proclamation danoise donnée le 16 août à la forteresse de Glückstadt.

2. Proclamation issued by admiral Gambier and Lord Cathcart, given in the Sound, this 16th day of August, 1807.

Anglais, qui ont commencé les hostilités après le départ de Withworth.

*
* *

En somme, les Etats n'ont pas eu à subir d'attaque inopinée parce que la marche naturelle des événements, et en l'espèce, des négociations le plus souvent, les mettaient sur leurs gardes.

Mais les Gouvernements, exception faite pour la Convention, ne se sont presque jamais préoccupés d'avertir formellement leur adversaire. Aussi Klüber a-t-il pu dire qu'une déclaration est inutile (1) et que son usage a presque entièrement cessé (2).

VI

La première moitié du XIX^e siècle.

Après 1815, il y eut quelques guerres (3) entreprises au nom du prétendu principe d'intervention (4). Nous

1. *Contrà*. Gérard de Rayneval. *Institutions du droit de la nature et des gens*, t. I, Liv. III, ch. 3.

2. Klüber. *Droit des gens moderne de l'Europe*, II^e partie, tit. II, sect. 2, chap. 1, § 238, p. 309 de l'édition Ott, de 1861.

3. Interventions à Naples en 1821, en Portugal en 1826, en Belgique en 1831.

4. Cf. Wheaton, t. II, p. 199 et s. et surtout les déclarations très nettes de Canning dans les dépêches publiées dans l'*Annual Register*, 1823, *Public Documents*, p. 93, 114, 141.

prenons comme exemple la plus connue, celle d'Espagne.

Dès le commencement de 1823, la guerre était décidée des deux côtés (1). Notre ambassadeur, M. de Lagarde avait quitté Madrid le 30 janvier. En février, un vaisseau français capturait le navire espagnol la *Velox Mariane*, qui, par suite d'une méprise, l'avait attaqué le premier (2). Le 2 avril, le duc d'Angoulême, par une proclamation, avertissait les Espagnols qu'il allait « franchir les Pyrénées » (3).

Les Cortès prétendirent, à tort selon nous, qu'il n'y avait pas eu là une déclaration de guerre suffisante (4).

*
* *

Nous arrêtons ici notre historique. Cette première moitié du xix^e siècle est une ère de paix, où nous ne trouverions que quelques guerres sans importance comme sans intérêt. Les conflits internationaux sont moins aigus, et les Gouvernements préfèrent employer

1. Discours de Louis XVIII à l'ouverture de la session du Parlement, séance du 28 janvier et Proposition du ministre de la guerre aux Cortès. Séance du 5 février.

2. Déclaration de Lord Liverpool au Parlement britannique. Séance du 10 mai.

3. Proclamation de S. A. R. le duc d'Angoulême aux Espagnols, Bayonne, 2 avril 1823. Pour toute cette période, cf. surtout dans l'*Annuaire historique* de Lesur, les nombreux *Documents historiques* à leurs dates dans chaque volume.

4. Séance du 23 avril et Décret du 23 avril.

des moyens moins graves et... moins coûteux, user de représailles, et même en inventer de nouvelles, comme les blocus pacifiques, aussi usités dans la pratique que blâmés par la doctrine (1).

1. Sur cette question, cf. par exemple Calvo, *Le Droit international théorique et pratique*, t. III, § 1809 de la 6^e édit. Testa, *Droit public international maritime*, p. 229; *Revue de Droit International*, Hautefeuille, 1875; Geffcken, 1887. Fauchille, *Du blocus maritime*, p. 38. Bluntschli, *Das Moderne Volkerrecht*, § 507. De Martens, *Traité de droit international*, t. III, p. 165. *Annuaire de l'Institut de Droit international*, 1887, et aussi Neumann, *Eléments*, p. 142. Hall, *Treatise*, p. 312, etc.

PREMIÈRE PARTIE

LA PRATIQUE CONTEMPORAINE

« Est-ce une loi pour tous, qu'un siècle dans l'histoire ? »
Alf. de Musset.

AVERTISSEMENT

Nous n'étudions pas ici la question de savoir si l'usage de la déclaration de guerre est passé dans le droit positif (1) ou, pour parler avec plus de précision, si l'obligation de déclarer la guerre préalablement fait partie du droit coutumier. Le seul fait qu'on n'est pas d'accord sur la question nous la fait résoudre dans le sens négatif ;

1. Nous employons cette expression usuelle, malgré les observations présentées en 1906 à l'Institut de Droit international par le Lieutenant Général Jonkheer den Beer Poortugael qui ne nous paraissent pas concluantes, et sont même de nature à entraîner une confusion avec le droit conventionnel.

en effet, une coutume est essentiellement quelque chose qui ne se discute plus en théorie, et qui est toujours observé en pratique ; or, nous aurions bien vite montré qu'il y a des auteurs qui contestent cette obligation, et qu'il y a des états qui ne s'y sont point conformés.

Cette étude doit avoir, à notre avis, un but plus intéressant. Ce n'est que lorsque nous connaissons la question en pratique, lorsque nous saurons comment se produit en fait l'ouverture des hostilités, quelles sont les circonstances, les difficultés, les nécessités qui l'accompagnent, que nous pourrons, non pas *à priori*, mais en connaissance de cause, émettre une opinion sur les différents points que nous examinerons avec la doctrine.

SECTION I

La Guerre russo-turque de 1853 et ses suites.

I

Le Gouvernement turc refusait de céder aux exigences exorbitantes de Menchikof ; l'ambassadeur russe, dont les allures cassantes avaient stupéfait l'Europe entière, quitta Constantinople le 21 mai (1).

1. Réponse du prince Menchikof à Reschid-Pacha, 18 mai 1853.

Son départ, étant donné les circonstances, ne pouvait être considéré comme une rupture de la paix. Alors, le 31 mai, Nesselrode sommait la Porte de signer « sans variante » la note laissée par Menchikof, sous la menace d'occuper les Principautés. C'était une sorte d'ultimatum, mais doublement incorrect (1), d'abord parce qu'il ne fixait pas de délai pour répondre, ensuite, parce qu'on y prétendait occuper les principautés, tout en restant en état de paix ; aussi, la Porte répondit-elle avec raison, qu'une pareille déclaration était « incompatible avec les assurances de paix » du Gouvernement russe. Cependant, cette réponse constituant évidemment un refus, les troupes russes franchirent le Pruth le 3 juillet.

L'Empereur se défendait toujours de vouloir la guerre (2), et Gortchakof, qui commandait l'armée d'occupation, déclarait : « Dans son constant désir de maintenir la paix... l'Empereur évitera une guerre offensive... » (3). La Porte, avec une modération très louable, refusa de considérer comme un acte d'hostilité la violation des frontières des Principautés ; elle se contenta de protester, et, sous l'influence du ministre d'Autriche,

1. Lettre adressée par S. Exc. le comte de Nesselrode à S. A. Reschid Pacha, ministre des Affaires étrangères. Saint-Petersbourg, 19/31 mai 1853.

2. Manifeste de S. M. l'Empereur de Russie, Peterhof, 14/26 juin 1853.

3. Proclamation du prince Gortchakof à son entrée dans les Principautés.

M. de Bruck, elle consentit même à une dernière négociation.

*
* *

L'intransigeance de la Russie établie définitivement (1), la Turquie déclara la guerre le 4 octobre 1853. Le manifeste fut envoyé à Omer-Pacha, généralissime de l'armée de Roumélie. Le 8 octobre, il le communiquait au Prince Gortchakof, avec une dernière proposition : « La Porte ottomane, comme dernière preuve de ses intentions pacifiques, propose... à Votre Excellence d'évacuer les dites Provinces, et elle vous accorde pour cela un délai de quinze jours, à compter du jour de la réception de cette lettre. Si, pendant ce délai, je recevais de V. Exc. une réponse négative, le commencement des hostilités en serait la conséquence naturelle... »

Gortchakof répondit le 9 octobre qu'il n'avait « aucun pouvoir » de l'Empereur son maître « pour traiter de la paix, de la guerre, ou de l'évacuation des Principautés ».

Nous pensons qu'il y a eu là, en style diplomatique, un véritable refus (2), car, si le manque de pouvoirs avait été une raison sérieuse, Gortchakof aurait pu, et

1. Cf. les dernières propositions de la Russie à Olmütz, septembre 1853.

2. C'est ce qui résulte de la circulaire même de Nesselrode aux Gouvernements, du 19 octobre.

même aurait eu le devoir strict, de communiquer la proposition turque à son Gouvernement.

Aussi estimons-nous que la Turquie n'était plus tenue à l'observation du délai qu'elle avait spontanément offert. C'est à bon droit que, le 13 octobre, la forteresse d'Isatka ouvrit le feu sur une flotille russe qui remontait le Danube, et que, du 15 au 16, en Asie, les Turcs enlevèrent le fort Saint-Nicolas, sur la frontière russo-turque. Les hostilités plus graves commencèrent, lorsque, le 2 novembre, les troupes d'Omer-Pacha franchirent le Danube à Oltenitza et à Kalafat.

II

Cependant, pour répondre à l'occupation des Principautés, l'Angleterre et la France, alliées de la Turquie, envoyèrent leurs escadres mouiller devant Constantinople. Bientôt, la Russie violait la parole donnée : Nicolas leur avait promis de s'en tenir à une guerre défensive dans les Principautés, et le 30 novembre, l'amiral Nachimof anéantit une escadrille turque en rade de Sinope.

Alors, les alliés entrent dans la Mer Noire, et effectuent leur fameuse « occupation navale ».

Nicolas rappelle ses ambassadeurs de Paris et de Londres, puis répond, de façon blessante, à une lettre

de Napoléon proposant l'évacuation simultanée des Principautés et de la Mer Noire (1).

Le 27 février, la France et l'Angleterre lançaient des ultimatums contenant sommation à l'Empereur de Russie d'ordonner, dans les 6 jours, l'évacuation des Principautés pour le 30 avril au plus tard ; le refus de répondre serait considéré comme une déclaration de guerre. La veille de l'expiration du délai de 6 jours, Nesselrode déclare à l'envoyé anglais que « l'Empereur ne juge pas convenable d'y faire aucune réponse », et, comme l'année précédente, il se défend de vouloir la guerre.

Mais la France et l'Angleterre estimèrent qu'une pareille attitude les constituait en état de guerre avec la Russie (2).

Dans la seconde quinzaine d'avril, pour venger l'attaque du vaisseau parlementaire « Furious », les deux escadres, après sommation, bombardèrent la flotte russe à Odessa. Pendant ce temps, l'armée des alliés voguait vers la Mer Noire.

1. Lettre directe de Napoléon à Nicolas le 26 janvier. Réponse du Tsar du 9 février.

2. Déclaration de guerre lue par le ministre d'Etat au Corps législatif et au Sénat, le 27 mars 1854. Message de la Couronne, lu le 27 mars à la Chambre des Lords par Lord Aberdeen et à la Chambre des Communes par Lord John Russel. Manifeste de Westminster du 28 mars.

III

Le 26 janvier, Cavour présentait à la Chambre des Députés trois conventions par lesquelles le Piémont accédait au traité du 10 avril 1854, et mettait un contingent à la disposition des alliés. La Russie protesta violemment. « En prenant cette détermination, écrit Nesselrode (1), le Gouvernement sarde paraît avoir réservé aux feuilles publiques le soin de nous avertir d'une agression qu'il n'a point entrepris de justifier » et il ajoute que « l'attitude ainsi prise par le Gouvernement sarde, sans déclaration formelle de guerre » est contraire aux principes du droit international.

D'abord, le fait pour un état de signer des conventions, même impliquant la guerre, n'est pas une « agression » ; ensuite, un Etat est parfaitement libre de prendre, sans déclaration formelle de guerre, et même, sans aucune espèce de ménagement, l'« attitude » qu'il lui plaît ; et il agit normalement en préparant la guerre avant de la déclarer.

« S. M. I. poursuit Nesselrode, croit devoir déclarer la paix comme rompue, de droit et de fait, par l'acte

1. Note adressée par M. de Nesselrode aux agents de la Russie près les cours étrangères à l'occasion de l'accession de la Sardaigne à l'alliance des puissances occidentales.

d'hostilité flagrante dont le tort retombe sur le Gouvernement sarde ».

L'attitude de la Sardaigne n'était pas plus un « acte d'hostilité » qu'une agression. Mais, si le Gouvernement russe avait tort de reprocher à la Sardaigne d'avoir conclu des traités avant de déclarer la guerre, il était au contraire parfaitement dans son droit, de considérer de lui-même la paix comme rompue lorsqu'il eut connaissance des traités.

D'ailleurs le Piémont déclara lui-même la guerre en termes formels le 4 mars (1), bien avant toute hostilité, car ce ne fut qu'après le 15 avril que l'armée sarde s'embarqua pour la Crimée.

SECTION II

La Guerre de 1859.

I

Le premier acte d'hostilité se produisit le 19 mars. Un détachement autrichien exécuta une reconnaissance

1. Manifeste publié par le Gouvernement de S. M. Victor-Emmanuel II relativement à l'accession de la Sardaigne au traité du 10 avril 1854. Turin, 4 mars 1855.

en territoire sarde, sans toutefois donner lieu à un engagement, car La Marmora avait ordonné à ses troupes de rester à 10 lieues des frontières.

Le 22 mars, Cavour apprenait par une note de M. de Buol le rappel de M. Paar, et lui-même envoyait à M. Cantono l'ordre de quitter Vienne.

Le 23 avril, le capitaine baron de Kellersberg apporte à Cavour l'ultimatum autrichien ; il demandait une réponse satisfaisante dans les 3 jours, sans quoi l'Autriche serait obligée de « recourir à la force des armes » (1).

Le 26, à 5 h. 1/2 du soir, Cavour répondait par un refus. Après les fêtes de Pâques, le 29 avril, François-Joseph lançait un manifeste, et ses troupes passaient le Tessin.

II

Le 26 avril, le gouvernement français faisait déclarer, par le marquis de Banneville, chargé d'affaires à Vienne, qu'il considérerait le passage du Tessin comme une déclaration de guerre contre la France.

Aussi, l'état de guerre exista à partir du 29 avril, ce qui fut rappelé dans les déclarations officielles du

1. Lettre-ultimatum du comte Buol à M. de Cavour. Vienne, 19 avril 1859.

3 mai (1). Mais, avant le 29, des troupes françaises avaient commencé à franchir les Alpes et d'autres s'étaient embarquées pour Gênes (2). Y avait-il là une incorrection de la part du gouvernement français ? Nous ne croyons pas que, dans le fait pour un Etat d'entrer sur le territoire de son allié pour lui porter secours, on puisse voir un *acte* d'hostilité vis-à-vis de l'ennemi de cet allié, car il n'y a pas encore eu entre ces deux Etats de rapport direct, de contact, indispensables pour effectuer un acte d'hostilité.

SECTION III

Les Guerres italiennes de 1860.

I

Le 8 septembre, le cabinet de Turin déclara à la Cour de Rome que ses troupes envahiraient les Marches et

1. Déclaration lue par M. Walewsky ministre des affaires étrangères, à l'ouverture de la session du Corps législatif, 3 mai 1859. Proclamation adressée par l'empereur au peuple français (au *Moniteur* du 3 mai). Remarquons que ce fut seulement à cette date que le personnel de l'ambassade de France quitta Vienne.

2. La vraie raison de cet empressement fut l'intérêt mili-

l'Ombrie, si les troupes du Général Lamoricière n'étaient pas désarmées immédiatement (1). Cet ultimatum avait l'inconvénient de ne pas indiquer de délai pour la réponse. Le lendemain 9, le Général Fanti, commandant l'armée sarde, adressa une sommation très nette à Lamoricière. Celui-ci déclara n'avoir pas qualité pour y répondre, et envoya la sommation à Rome. Les délais nécessaires parurent alors trop longs au Général Fanti. Victor-Emmanuel, de son côté, sans attendre la réponse à l'ultimatum du 8, lui donna l'ordre de passer la frontière le 11 septembre (2). Quelques heures après l'entrée des troupes sardes, arrivait la réponse de Rome, conçue, il faut bien le dire, en termes un peu vifs (3).

II

A la suite de l'expédition de Garibaldi, qui combattait en Sicile les troupes napolitaines de François II, en

taire ; car, quoiqu'en ait dit M. Debidour dans son chapitre de l'Histoire de Lavis et Rambaud, les Autrichiens pouvaient parfaitement, de l'avis des tacticiens militaires, écraser l'armée piémontaise avant l'arrivée des Français. Cf. par ex. Lieutenant-Colonel Vial, *Histoire abrégée des campagnes modernes*, t. II, p. 33.

1. Ultimatum de M. de Cavour au Cardinal Antonelli, Turin, 7 septembre 1860.

2. Proclamation du roi Victor-Emmanuel à ses troupes, Turin, 11 sept. 1860.

3. Réponse du Cardinal Antonelli à l'ultimatum de M. de Cavour, Rome, 11 septembre 1860.

1860, la situation du Piémont vis-à-vis du royaume de Naples était anormale ; en effet, Victor-Emmanuel avait désavoué Garibaldi, mais il le laissait faire. Sans rompre avec François II, il avait envoyé des vaisseaux bloquer les ports de Gaëte et de Messine, et avait débarqué à Naples des bersaglieri qui prirent part avec Garibaldi à la bataille du 1^{er} octobre.

C'est alors que le Piémont se décida à prendre la tête du mouvement. Le 6 octobre, Cavour envoie à Winspeare une note, le prévenant que Victor-Emmanuel allait entrer dans le royaume des Deux-Siciles, sous le prétexte, plutôt bizarre, que le trône était vacant depuis que François II avait quitté sa capitale.

Winspeare fit à cette note la réponse qu'elle méritait, et quitta Turin (1).

Le 9 octobre, les troupes sardes passaient la frontière, et Victor-Emmanuel lançait un manifeste disant qu'il répondait à l'appel de la nation (2) ; c'était vrai, mais il aurait dû le dire plus tôt.

1. Note adressée par le baron Winspeare, ministre de Naples, à M. de Cavour. Turin, 7 octobre 1860.

2. Manifeste du roi Victor-Emmanuel aux peuples de l'Italie méridionale. Ancône, 9 octobre 1860.

SECTION IV

La guerre du Mexique de 1862.

De 1858 à 1860, le Mexique avait été en proie à la guerre civile, et les étrangers avaient eu beaucoup à souffrir de cet état de choses.

A la fin de juillet 1861, à la suite de difficultés financières (1), il y avait eu rupture diplomatique de fait, entre le Mexique d'une part, et les gouvernements de France, d'Angleterre et d'Espagne d'autre part, quoique les représentants des trois puissances (2) restassent au Mexique.

Après accord (3), les gouvernements firent débarquer des troupes sur le littoral mexicain, tout en se défendant de vouloir faire la guerre (4) ; en fait, d'ailleurs, la campagne commença par des négociations.

1. Loi du 17 juillet 1861 qui suspendait les paiements pour deux ans.

2. Pacheco pour l'Espagne, Dubois de Saligny pour la France, et sir Ch. Wyke pour l'Angleterre.

3. Traité pour combiner une action commune contre le Mexique, 31 octobre 1861.

4. Proclamation adressée à Vera-Cruz le 10 janvier 1862 par les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne au peuple mexicain. Pour les documents sur le Mexique, nous renvoyons à de Martens. *Nouveau Recueil général*, 2^e partie, p. 143 et s.

SECTION V

La guerre des Duchés, de 1864.

[N. B. — Nous rappelons, pour l'intelligence des conflits de 1864 et de 1866, que, des deux duchés de Sleswig et de Holstein, appartenant tous deux au Danemark, le Holstein seul fait partie de la Confédération germanique, tandis que le Sleswig est en dehors].

La Constitution octroyée aux duchés de Sleswig et de Holstein par le nouveau roi de Danemark, Christian IX, à la fin de 1863, souleva des difficultés d'ordre constitutionnel. La Prusse et l'Autriche, en qualité de puissances faisant partie de la Confédération germanique, protestèrent violemment contre cette atteinte au droit constitutionnel fédéral. Le 16 janvier 1864, les deux puissances sommaient le Gouvernement danois de leur donner satisfaction en abrogeant sa nouvelle constitution ; sans quoi, déclaraient-elles, elles seraient « obligées d'employer les moyens dont elles disposent, pour rétablir le *statu quo* » (1). La note ajoutait que, si le Gouvernement

1. Note collective et identique remise par les ministres d'Autriche et de Prusse, au président du conseil des ministres à Copenhague, M. Mourad, sommant le Gouvernement danois d'abroger la constitution du 18 novembre. 16 janvier 1864.

ne s'inclinait pas, les deux agents quitteraient Copenhague le 18.

Le 19, Bismark manifestait son intention d'occuper le Sleswig (1) ; l'armée austro-prussienne traversa alors le Holstein, et marcha sur le Sleswig (2) ; avant de passer la frontière, le 30 janvier, le maréchal Wrangel adressa une dernière sommation (3) ; le général de Meza répondit qu'il était prêt « à repousser tout acte de violence » (4), et le 1^{er} février, les troupes des alliés franchissaient l'Eider.

1. Dépêche circulaire de M. de Bismark adressée aux Gouvernements de la Confédération germanique, 19 janvier 1864.

2. Au même moment, des contingents hanovriens et saxons occupaient le Holstein, effectuant une exécution fédérale. Ce n'était pas là une guerre internationale ; nous laissons aussi de côté le conflit qui éclata avec la Diète, qui prétendait occuper *seule* le Holstein, sans les troupes austro-prussiennes ; ce sont là des questions d'ordre constitutionnel, et non international.

3. Sommation adressée par le feld-maréchal Wrangel, commandant l'armée austro-prussienne, au commandant en chef de l'armée danoise, lieutenant-général de Meza. Kiel, 30 janvier 1864.

4. Réponse du lieutenant-général de Meza. Sleswig, 31 janvier 1864. On trouvera de nombreux documents sur cette guerre dans l'excellent recueil des *Archives diplomatiques*, t. I, p. 320 et s.

SECTION VI

Les guerres issues du conflit allemand de 1866.

La précipitation de Bismark en 1866, et son empressement à chercher une querelle à l'Autriche, venait du traité passé avec l'Italie, par lequel l'Italie s'engageait à soutenir la Prusse, si la guerre éclatait dans un délai de trois mois (1).

I

Aussi, l'Autriche ayant prétendu déférer à la Diète le règlement de l'affaire des Duchés, Bismark déclare que « le général de Manteuffel est chargé de sauvegarder les droits » de la Prusse (2), et, le lendemain, qu'il voit dans cette attitude de l'Autriche « une provocation directe » (3) et qu'il considérait le traité de Gastein comme rompu (4). Le 7 juin, Manteuffel faisait entrer

1. Traité du 8 avril 1866. De nombreux renseignements et documents sont publiés dans l'*Annuaire des Deux-Mondes*, p. 336 et suiv.

2. Dépêche de M. de Bismark. Berlin, 3 juin.

3. Circulaire aux agents diplomatiques de la Prusse à l'étranger. Berlin, 4 juin.

4. Traité du 14 août 1865. On se rappelle qu'il avait confié la garde de Holstein à l'Autriche, et celle du Sleswig à la Prusse.

ses troupes dans le Holstein (1), que les Autrichiens évacuaient.

L'Autriche protesta énergiquement (2). Le 11 juin, elle demanda à la Diète l'exécution fédérale contre la Prusse, en vertu de l'article 63 de l'acte final de Vienne du 9 juin 1815. Le 12, elle rappelait Karolyi, son envoyé à Berlin, et le ministre de Prusse, M. de Werther, recevait ses passeports.

A la séance du 14, après une discussion d'ordre constitutionnel, l'exécution fédérale contre la Prusse est décidée (3), et l'envoyé prussien se retire, en déclarant que « la motion autrichienne, et le vote des Etats qui viennent d'y adhérer », sont « une déclaration de guerre à la Prusse ».

II

Le lendemain, 15 juin, la Prusse prenait vis-à-vis de tous les Etats du Nord de l'Allemagne, une mesure brutale et décisive. Elle demandait au Hanovre une alliance immédiate, sous peine d'être considéré « comme

1. Proclamation du Général de Manteuffel, gouverneur du duché de Sleswig, aux habitants. Gottorp, 7 juin 1866.

2. Déclaration de l'Autriche à la séance de la Diète germanique du 9 juin 1866. Dépêche du comte Mensdorff-Pouilly au comte de Karolyi à Berlin. Vienne, 9 juin 1866.

3. Ont voté pour : Autriche, Bavière, Saxe royale, Hanovre, Wurtemberg, Bade, Hesse Electorale, Hesse Ducale, Brunswick-Nassau ; contre : les deux duchés de Saxe, Mecklembourg, Oldenbourg, les villes libres, et la 16^e Curie.

se trouvant en état de guerre » (1), et exigeait une réponse « dans le courant de la journée ».

Le Hanôvre répondit que, fidèle au pacte fédéral, il se tenait sur la défensive.

Elle fit la même proposition à la Saxe (2) qui répondit comme le Hanôvre. Il en fut de même pour la Hesse électorale. Les petits états du Nord reçurent des notes identiques, et sous la menace de la Prusse, adhérèrent à son alliance, sauf le duché de Saxe-Meiningen et la Principauté de Reuss aînée.

Le lendemain 16, le Hanôvre, la Saxe et la Hesse électorale étaient envahis (3).

A la séance de la Diète, la Saxe demande à l'assemblée de mettre un terme à cette violation du pacte fédéral, l'Autriche invite les Gouvernements à s'unir, et déclare qu'elle « agira sur le champ en conséquence, en déployant toutes ses ressources militaires ». Le 17, elle lançait un manifeste, annonçant la guerre, que Mensdorff-Pouilly adressait aux représentants de l'Autriche à l'étranger.

1. Note du prince d'Ysenbourg au comte de Platen zu Hallermund, ministre des affaires étrangères du Hanôvre, 15 juin 1866.

2. Note de M. Schulenburg au baron de Beust, ministre des affaires étrangères de Saxe, 15 juin 1866.

3. Proclamations des généraux Herwarth de Bittenfeld aux Saxons, de Beyer aux Hessois, et de Manteuffel aux Hanovriens (17 juin).

De leur côté, les petits Etats se décidaient à la guerre ; le 18 juin, le Prince Alexandre de Hesse, au nom de la Confédération germanique, prenait le commandement du 8^e corps de l'armée fédérale, et lançait une proclamation.

Le 23 juin, l'armée du Prince Frédéric-Charles entrait en Bohême, suivie bientôt par celle du Prince royal.

III

Le 20 juin, au nom du Gouvernement italien, le général La Marmora, en déclarant la guerre à l'Autriche, ajoutait : « les hostilités commenceront après 3 jours à partir de la date présente, à moins que Votre Altesse Impériale n'accepte pas ce délai » (1).

Au jour dit, le 23, l'armée italienne franchit le Minicio, frontière entre la Lombardie italienne et la Vénétie autrichienne.

SECTION VII

La guerre franco-allemande de 1870.

De Moltke étant prêt, Bismark se décida à brusquer les choses au moyen d'un malentendu. Le 13 juillet, à

1. Déclaration de guerre par l'Italie à l'Autriche, envoyée par le général La Marmora à l'archiduc Albert. Crémone, 20 juin 1866.

9 heures du soir, les crieurs de journaux distribuaient gratuitement à Berlin un supplément de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, qui annonçait et commentait la prétendue rupture, à Ems, entre le roi de Prusse et Benedetti (1).

L'opinion fut surexcitée dans les deux pays, et cependant, le lendemain 14, ne se doutant de rien, le roi de Prusse, qui prenait le train pour Coblenz, parlait encore à Benedetti, qui était venu à la gare, des négociations qui « pourraient être poursuivies » (2). Mais le même jour, le 14, Bismark engageait l'affaire à fond : il communiquait le télégramme aux représentants de la Confédération à l'étranger, et, tandis que les journaux brodaient force détails sur la fausse nouvelle (3), il envoyait à M. de Werther l'ordre de quitter Paris, et refusait la médiation que l'Angleterre s'était empressée d'offrir (4).

Son calcul réussit à merveille (5) ; le 15 juillet, malgré

1. Télégramme du Gouvernement prussien. Berlin, 13 juillet 1870.

2. Comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Ems, 14 juillet 1870, 3 h. 45 soir.

3. *Gazette nationale*, *Gazette du Weser*, *Gazette de Cologne*, *Gazette de la Bourse*.

4. Comte de Granville à Lord Loftus à Paris. *Foreign-Office*, 15 juillet.

5. Pour ces événements sur lesquels nous ne pouvons insister, nous renvoyons aux ouvrages spéciaux. Cf. par exemple A. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*. T. I. P. Matter. *Bismark et son temps*. T. II, etc.

les supplications de Thiers, dont le bon sens et l'expérience diplomatique flairaient un piège, le duc de Gramont au Sénat, et Emile Ollivier au Corps législatif, lisaient la déclaration du Gouvernement, qui faisait sienne la légende de Bismark : « Nous avons appris que le roi de Prusse avait notifié, par un aide de camp, à notre ambassadeur, qu'il ne le recevrait plus, et que, pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son Gouvernement l'avait communiqué officiellement aux cabinets de l'Europe... ». Pour comprendre la précipitation et l'aveuglement du cabinet français, il suffit de faire remarquer que dans toute cette journée du 15, il ne vint à l'idée de personne, de contrôler par les rapports de l'ambassadeur de France les assertions du ministre prussien ; et pourtant Benedetti était à Paris depuis le matin !

La commission de la guerre fit son rapport immédiatement ; les crédits furent votés le soir même (1).

Alors, le lendemain 16, le Conseil fédéral se réunissait, et les représentants de l'Allemagne du Nord se décidaient à la guerre. Il était désormais impossible de revenir en arrière, et Bismark commençait à dévoiler sa duplicité le 18, dans une note où la dépêche d'Ems n'était plus qu'une simple information officieuse,

1. En province l'enthousiasme était moindre. V. Rapports des préfets, 16 départements pour, 37 hésitants, 34 contre la guerre. Cf. à cette époque, les articles de Nefftzer dans le *Temps*.

et le rappel de Werther, un congé sur demande ! (1)

Le 19, à l'ouverture de la séance du Reichstag, à 2 heures du soir, M. de Bismark lisait la déclaration de guerre de la France. Elle invoquait toujours comme grief la fausse nouvelle de la rupture d'Ems, et sa communication par Bismark à divers cabinets. En conséquence, « le Gouvernement de S. M. I., ajoutait-elle, a résolu de prendre toutes les mesures nécessitées par la situation qui lui est faite, et se considère dès à présent en état de guerre avec la Prusse » (2). Conçue en termes très nets, c'était une véritable déclaration, sans qu'aucune demande y fut formulée, et qui avait uniquement pour but de prévenir l'adversaire. Aussi M. Rolin Jacquemyns a-t-il dit que la France « renouvela à cette occasion un usage qui semblait abandonné ». Ce n'est pas tout à fait exact. Un usage ne se constitue que par la répétition d'un même acte un certain nombre de fois dans des circonstances données, il ne peut donc être *renouvelé* par un seul acte isolé ; ce qui est vrai, c'est que la France se conforma à un usage que les autres nations avaient abandonné depuis longtemps, exception faite pour l'Italie en 1866.

Le lendemain 20, en donnant connaissance de l'état de guerre, le duc de Gramont ne parla pas des petits

1. Circulaire aux représentants de l'Allemagne du Nord. Berlin, 18 juillet.

2. Déclaration remise le 19 juillet 1870 à 1 heure de l'après-midi au Gouvernement prussien par M. Lesourd, chargé d'affaires de France à Berlin.

Etats, pour essayer de les ménager (1) ; peine perdue ; le jour même, les Etats du Nord faisaient cause commune avec la Prusse (2) et bientôt les Etats du Sud les imitaient (3).

Pour ouverture des hostilités, il y avait eu le 16 à Sierck violation du territoire français par les Allemands ; le 19, il y eut peut-être réciproque, car quoique le *Journal Officiel* le conteste, le duc de Gramont ne crut pas pouvoir démentir l'information. Les premiers engagements eurent lieu le 2 août, jour où le 2^e corps français repoussa les avant-postes allemands de Sarrebrück.

1. Communication faite au Sénat et au Corps législatif le 20 juillet par S. Exc. le duc de Gramont ministre des affaires étrangères. Circulaire aux agents diplomatiques de la France à l'étranger. Paris, 21 juillet.

2. Adresse des membres du Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord au roi de Prusse en réponse au discours du trône. Berlin, 20 juillet.

3. Le roi de Prusse au roi de Bavière, Télégramme, Berlin, 20 juillet. Le grand Duc de Bade au Prince royal de Prusse, Télégramme, Carlsruhe, 20 juillet. Discours du Comte Bray à la Chambre des députés de Bavière. Le roi de Wurtemberg au roi de Prusse, télégramme, Stuttgart, 26 juillet.

SECTION VIII

Guerre de 1876.

Le 22 juin (1), le Prince Milan prévenait le Grand Vizir que les troupes serbes allaient entrer dans les provinces turques (2).

Le 30 juin, il adressait à son peuple une proclamation, annonçant la guerre, et l'alliance du Monténégro.

Le 1^{er} juillet, les armées serbes et monténégrines entraient en Turquie, et le 3 juillet, le Prince Nicolas faisait remettre à Constantinople sa déclaration de guerre (3).

SECTION IX

Guerres issues du conflit russo-turc en 1877.

I

La Porte avait refusé les propositions du Tsar en avril ; il se décida à la guerre. Après avoir reçu l'autorisation

1. Nous renvoyons au *Livre Jaune* publié sur ce conflit.
2. Lettre adressée par le Prince Milan au Grand-Vizir, Belgrade, 22 juin 1876.
3. Déclaration de guerre du Monténégro à la Turquie, Cettigne, 2 juillet 1876.

de faire passer ses troupes sur le territoire roumain (16 avril), il prévint les gouvernements européens (1). Puis, le 24 avril, il déclarait la guerre à la Turquie (2), et donnait à ses armées l'ordre de franchir les frontières (3). Le jour même, l'armée de Loris Melikoff entraît dans l'Arménie turque, et celle du Général Gourko passait en Roumanie (4).

II

L'attitude prise par la Roumanie devait fatalement amener la guerre. La Turquie avait protesté le 2 mai (5). Le 5 mai, le Prince de Roumanie manifeste au Sénat l'intention de faire la guerre ; le 8 mai, l'agent roumain à Constantinople reçoit ses passeports ; le 14 mai, à la suite du bombardement de Kalafat par les vaisseaux

1. Circulaire aux ambassadeurs de Russie à Berlin, Vienne, Paris, Londres et Rome, concernant la guerre contre la Turquie. St-Petersbourg, 23/11 avril 1877.

2. Note du Chancelier de l'Empire au chargé d'affaires de Turquie à St-Petersbourg, en date du 24 avril 1877.

3. Manifeste de guerre de l'Empereur Alexandre, 24 avril 1877.

4. Turquie, Manifeste de guerre en date du 26 avril 1877.

5. Circulaire de la Porte relative à la Roumanie, Constantinople, 2 mai, 7 h. 40 soir. Pour cette période (Cf. surtout Martens. *Nouveau Recueil Général*, 2^e série, t. III, p. 182 à 234), on trouve aussi quelques renseignements et documents dans le recueil de Daniel, *l'Année politique*, 1877, p. 427 et s.

tures du Danube, la Roumanie déclare formellement la guerre. Ses 60.000 hommes devenaient l'aile droite de l'armée russe, les Chambres roumaines proclamaient l'indépendance de la Principauté, et notification en était faite aux cabinets européens (1).

III

En juin, les Russes entraient en Bulgarie, et Alexandre entraînait les Bulgares avec lui (2) ; mais nous n'insistons pas, puisque la Bulgarie ne pouvait à cette époque être considérée comme un Etat indépendant, régulièrement belligérant.

IV

Le 14 décembre, la Serbie déclarait la guerre à la Turquie, en lui faisant savoir qu'elle « se considérait désormais comme en état de guerre avec la Sublime Porte » (3) ; elle rappelait en même temps son agent

1. Note adressée aux agents diplomatiques de la Principauté à l'étranger, pour notifier aux cabinets européens la déclaration d'indépendance, Bucarest, 22 mai/3 juin.

2. Proclamation du Czar aux Bulgares, 28 juin.

3. Déclaration de guerre à la Turquie, 14 décembre ; rappelons que la paix avait été antérieurement rétablie entre les deux pays le 16 février 1877.

diplomatique à Constantinople. Le Sultan répondit bientôt à ce défi en proclamant la déchéance du Prince Milan Obrenovitch (1).

SECTION X

La guerre serbo-bulgare de 1885.

Il est assez difficile de savoir qui a commencé, mais il n'est pas douteux que les hostilités se soient ouvertes sans déclaration préalable.

Après la révolution Bulgare, la Serbie s'était mobilisée, et les armements réciproques donnèrent lieu à une volumineuse correspondance diplomatique (2). Le 13 novembre, le Gouvernement serbe, par une note, démentait que les troupes serbes fussent entrées en territoire bulgare, déclarait que les troupes bulgares avaient déjà commis des agressions sur les avant-postes serbes, et que si de pareils actes d'agression se reproduisaient, le gouvernement royal les considérerait comme un *casus belli* (3).

1. Proclamation du Sultan, 20 décembre.

2. Nous n'en parlons pas ici et renvoyons au Martens (*Nouveau Recueil général*, t. XV, p. 97 et s.).

3. Le ministre des affaires étrangères de France aux repré-

Le 14 au matin, d'après la version serbe (1) les troupes bulgares à 7 heures 1/2 attaquèrent un bataillon du 1^{er} régiment d'infanterie en territoire serbe, dans les environs de Wassina. Les troupes serbes envahirent alors le territoire bulgare par la route de Pirot-Tzaribrod, et occupèrent le village de Pascasche.

D'après la version bulgare (2) cette invasion des troupes serbes fut inopinée ; les Serbes n'avaient pas été attaqués à Wassina, ce furent les Bulgares qui furent attaqués en territoire bulgare, entre le village de Bogitza et la frontière. Cette dernière version est la plus généralement admise ; quoiqu'il en soit, dans l'un ou l'autre cas, les premières hostilités, et l'invasion du territoire, avaient précédé la déclaration de guerre remise à la Bulgarie le même jour, samedi, à 10 heures officieusement, et à midi officiellement, et qui prenait prétexte de l'attaque des troupes bulgares, pour se considérer en état de guerre « à partir du samedi 6 heures du matin ». Certes, quelque regrettable que ce soit, nous croyons licite en pratique de commencer les hostilités

sentants de la République, télégramme, Paris, 13 novembre 1885.

1. On la trouve dans la note de Garachanine à M. Rangabé, agent diplomatique de Grèce à Sofia, chargé des affaires de Serbie en Bulgarie 2/14 novembre.

2. On la trouve dans la note de M. Tzanow, ministre des affaires étrangères et des cultes de Bulgarie, à M. Flesch, agent et consul général de France à Sofia, 2/14 novembre.

sans avertissement formel, pour la bonne raison que *cela se fait*. Mais si l'on déclare la guerre, comme le but incontesté de cette formalité est de prévenir l'ennemi, il y a en bonne logique une contradiction, dans le fait de déclarer la guerre à un adversaire, en lui apprenant que l'état de guerre existe depuis un certain temps avant cette déclaration. En ce cas, ce ne sont pas les hostilités préalables qui sont incorrectes, ce sont les termes de la déclaration.

SECTION XI

La guerre sino-japonaise de 1894.

La Chine ayant refusé les dernières propositions faites dans le milieu de juillet, le Japon déclara qu'il était décidé à « agir seul », en vue des réformes à faire en Corée, et qu'il laissait à la Chine « toute la responsabilité » des événements qui pourraient se produire.

A notre avis, la question est très simple. Il est certain qu'il n'y avait pas là une déclaration formelle de guerre ; mais il est certain aussi que c'était manifester bien nettement l'intention de recourir *au besoin* à la force des armes. Et le besoin s'en fit sentir, lorsque la Chine, expédiant des troupes en Corée, empêcha le Japon d' « agir seul ».

Aussi, le 25 juillet, le croiseur japonais *Naniwa* torpillait et coulait le paquebot anglais *Koshung*, de l'*Indo China merchant's steam Navigation Company*, qui transportait en Corée des miliciens chinois. Cet acte d'hostilité du Japon ouvrait la guerre fort correctement, sans déclaration, mais aussi sans surprise pour les Chinois, qui devaient s'y attendre après les avertissements des Japonais.

M. Ariga prétend (1) que les hostilités ont été ouvertes le jour où la Chine expédia des hommes en Corée, c'est-à-dire le 23 juillet. Ce n'est pas notre avis ; en l'absence de toute théorie de l'acte d'hostilité, et de tout critérium pour distinguer un acte d'hostilité d'un acte compatible avec l'état de paix, nous pensons qu'il n'y avait pas là d'acte d'hostilité proprement dit (2).

Et à défaut d'acte d'hostilité, il aurait fallu, pour ouvrir la guerre, que le Japon ait prévenu préalablement la Chine, par un ultimatum formel, que l'état de guerre existerait, le jour où elle enverrait des troupes en Corée.

Pour M. T. E. Holland (3), le fait de l'arrêt du *Koshung*, et les ordres adressés à son commandant, seraient, par eux-mêmes, des actes de guerre. C'est aussi inadmissible. Il n'y a toujours pas là de violence entre les deux nations adverses, qui puisse constituer un acte

1. Cf. Nagao Ariga. *La guerre sino-japonaise [au point] de vue du droit international*, p. 14 et suiv.

2. Dans le même sens, R. D. I. P. 1894, p. 459 et suiv.

3. Cf. *The Times*, du 9 août.

d'hostilité, susceptible d'ouvrir par lui-même l'état de guerre.

Le 1^{er} août, le Japon déclara la guerre à la Chine. C'est ce que les auteurs appellent généralement « régulariser la situation ». A notre avis, il n'y a rien à régulariser, puisqu'il n'y a rien d'irrégulier dans le fait de commencer les hostilités sans déclaration. Mais, même si l'on pense qu'une déclaration est nécessaire, la déclaration du Japon ne régularise rien du tout. Car, ce qui est irrégulier, c'est de *commencer* les hostilités sans déclaration, et toutes les déclarations *postérieures* n'empêcheront pas que les hostilités aient été ainsi commencées irrégulièrement; et quant à la situation qui en résulte, c'est-à-dire l'état de guerre, qu'il soit né d'une déclaration régulière, ou d'hostilités irrégulières, il n'en existe pas moins, comme conséquence normale, soit de l'avertissement à l'adversaire, soit de la violation du droit international à son égard, et n'a pas à être régularisé. En un mot, la déclaration postérieure à l'ouverture des hostilités nous paraît inopérante.

SECTION XII

La guerre gréco-turque de 1897.

Le 9 avril, un corps d'irréguliers grecs de 3.000 hommes environ, équipés par la Ligue nationale, franchit la

frontière thessalienne, et fit le coup de feu contre les Turcs (1); il fut repoussé 5 jours après en territoire grec. Certes, le cabinet Delyanni n'était pas complice, mais le gouvernement grec devait pourtant supporter la responsabilité de ces événements. Cependant, la Turquie, malgré les conseils belliqueux de M. de Nelidoff, ambassadeur russe à Constantinople, ne voulut pas considérer ces actes comme ouvrant l'état de guerre.

*
* *

D'un commun accord, la Grèce et la Turquie avaient évacué une bande de terrain, le long de leur frontière, pour éviter que leurs troupes ne prissent contact, ce qui aurait pu occasionner des incidents fâcheux.

Le soir du 16 avril, les troupes turques entrèrent dans cette zone abandonnée et y occupèrent le poste d'Analipsis, situé d'ailleurs en territoire grec. Les troupes grecques, campées à Nézéro, ouvrirent alors le feu pour les déloger, et les hostilités commencèrent sur toute la frontière de Thessalie.

Le lendemain soir, 17 avril, le Sultan, cédant à la pression du parti militaire, se décidait à la guerre; il remettait ses passeports au Prince Mavrocordato,

1. Sur ces événements préliminaires cf. plus particulièrement Politis, *La guerre gréco-turque au point de vue du droit des gens. Le Journal des Débats, le Temps, et le Messager d'Athènes* (avril). *Revue de droit international public*, 1897.

ministre de Grèce. Le 18, il prévenait les représentants des grandes puissances, rejetant sur la Grèce la responsabilité de l'ouverture des hostilités, car les gouvernements européens avaient, le 5 avril, manifesté l'intention de désapprouver celui des deux qui commencerait. A la pointe du jour, vers 5 heures du matin, sur la frontière de l'Épire, les forts de Prévesa avaient déjà coulé un navire de commerce grec, le *Macedonia*, de la *Compagnie Panhellénique*, et ouvrirent le feu contre les positions helléniques d'Actium.

A 10 heures du matin, Assim-Bey, ministre de Turquie en Grèce, remettait une note (1) au Gouvernement grec, déclarant que, « par suite des hostilités ouvertes par la Grèce », les relations diplomatiques étaient rompues. Le jour même, M. Delyanni donnait lecture de cette note à la Chambre des Députés. « La Turquie nous déclare la guerre », disait-il. La Grèce l'accepta, tout en protestant contre « l'assertion de la Sublime Porte comme quoi la Grèce aurait commis des actes d'hostilité contre la Turquie ».

1. Martens. *Nouveau Recueil général*, 2^e série, t. XXVIII, p. 645 et suiv.

SECTION XIII

La guerre hispano-américaine de 1898.

Depuis 1896, l'insurrection était organisée à Cuba, par la Junte révolutionnaire cubaine, que les Etats-Unis avaient laissé s'installer à New-York. Nul doute que le Général Weyler eut triomphé de cette insurrection, si les insurgés n'avaient reçu constamment des renforts américains. L'attitude des Etats-Unis à cette occasion ne fut pas très correcte (1), mais l'énergie du président Cleveland empêcha que ces incorrections officieuses devinssent officielles.

*
* *

Dans la nuit du 15 au 16 février 1898, le cuirassé américain *Maine*, envoyé « par politesse » dans le port de la Havane, sautait, et faisait 259 victimes (2). Le Gouvernement américain prétendit que le bateau avait été détruit par une mine sous-marine ; les autorités espagnoles, qui avaient d'abord envoyé des télégrammes de

1. A ce sujet cf. le *Livre rouge* espagnol de 1898.

2. On n'est pas d'accord sur le chiffre exact. Nous donnons celui de l'*Annual Register anglais*, dont les renseignements sont recueillis avec le plus grand soin.

condoléances, repoussèrent cette accusation avec indignation, et firent une enquête, qui aboutit à donner une cause interne à l'explosion du navire. Le Saint-Siège, les nations européennes, essayèrent de susciter un arbitrage, mais les Etats-Unis entendaient profiter de ce prétexte inattendu. Le 11 avril, le Président Mac-Kinley adressait aux Chambres un message belliqueux, et les jours suivants, les Chambres se décidaient à intervenir.

Le 11 avril, alors que les relations diplomatiques continuaient encore entre les deux Etats dans les capitales, le Général Lee, consul général des Etats-Unis à la Havane, quittait Cuba, rompant tout rapport avec les autorités locales ; c'était là une attitude des plus singulières, et, pensons-nous, fort peu correcte.

L'Espagne avait compris qu'elle ne pourrait éviter la guerre ; l'insurrection ne se calmait pas, elle préféra en finir.

Le 20 avril, elle rappelait de Washington M. Polo de Bernabé, et le lendemain matin 21, le ministre des affaires étrangères d'Espagne, M. Gullon, remettait au général Woodford, ministre des Etats-Unis à Madrid, une note le prévenant que l'intervention à Cuba, décidée par les Etats-Unis, « *contenait en elle-même une déclaration de guerre* ». Le général Woodford demanda alors ses passeports, et quitta Madrid immédiatement. Cette note ouvrait, selon nous, l'état de guerre d'une façon incontestable.

On a pourtant pensé quelquefois qu'il avait été ouvert

autrement. En effet, le même jour, *quelques heures avant* la remise de la note espagnole, le général Woodford avait reçu de son gouvernement un ultimatum, donnant à l'Espagne jusqu'au « samedi prochain 13 avril à midi », pour répondre d'une façon satisfaisante. Aussi a-t-on dit que le refus par l'Espagne de recevoir l'ultimatum avait fait tomber le délai, et ouvert immédiatement l'état de guerre. A notre avis, c'est inexact; l'Espagne n'a pas pu refuser de recevoir l'ultimatum, puisque cet ultimatum ne lui a jamais été présenté; le général Woodford a reçu la note du Gouvernement espagnol, avant d'avoir eu le temps de lui communiquer l'ultimatum américain (1), qui est par conséquent resté non avenu, et n'a eu aucune influence sur l'ouverture de l'état de guerre.

*
* *

Le 22 avril, les Etats-Unis ouvraient les hostilités, en capturant des navires espagnols dans le golfe du Mexique (2).

Le lendemain un memorandum espagnol rejetait la responsabilité de la guerre sur les Etats-Unis.

Quant à la fameuse déclaration de guerre rétroactive

1. C'est ce qui ressort du télégramme du général Woodford reçu à Washington à 9 heures du matin.

2. Les navires *Buenaventura*, *Pedro*, *Mathilde*, *Miguel-Jover*, *Catalina*, *Saturnina*, *Sofia* et *Canelita*. Leur valeur avec la cargaison atteignait plusieurs millions de francs.

des Etats-Unis, le 25 avril, elle fut rédigée pour des motifs d'ordre purement constitutionnel : aux Etats-Unis, la guerre doit être déclarée par le Président, sur un vote du Sénat. Ce vote n'ayant pas eu lieu, on craignait qu'il ne se produisit des difficultés, notamment pour la validation des captures devant les tribunaux des prises ; au point de vue international, cette déclaration n'avait aucune raison d'être, et aucune efficacité après les événements que nous venons d'exposer.

SECTION XIV

La guerre anglo-boër de 1899.

Les gouvernements des deux républiques, dont les forces étaient supérieures en nombre aux troupes anglaises, au début de la campagne, espérèrent prendre l'avantage en agissant rapidement (1). Le 9 octobre, la République Sud-Africaine envoyait aux autorités anglaises son ultimatum, demandant une réponse satisfaisante « pas plus tard que mercredi 11, à 5 heures du soir » et

1. Sur le début de la guerre, on trouve des renseignements très instructifs dans le populaire ouvrage du célèbre auteur de *Sherlock Holmes*, A. Conan Doyle, *The War in South Africa, its cause and conduct*. Chapters I, II, III.

ajoutant que toute réponse non satisfaisante, ou tout nouveau mouvement de troupes, dans la direction des frontières, pendant l'intervalle, seraient considérés comme une déclaration formelle de guerre (1). Cet ultimatum arriva le lendemain à la première heure au Colonial Office (2). Le soir même, M. Chamberlain répondait que les conditions du Transvaal étaient telles, que le Gouvernement de S. M. trouvait impossible de les discuter (3). La réception de cette réponse constitua l'état de guerre, et les hostilités suivirent.

SECTION XV

La guerre russo-japonaise de 1904.

Les négociations étaient engagées entre le Japon et la Russie depuis le mois d'octobre. Le Japon pressait de demandes la Russie (4), qui faisait traîner l'affaire, et

1. *Boër ultimatum received from the government of South African Republic*, october 9.

2. *High commissioner Sir Alfred Milner to M. Chamberlain*. Telegram, received Colonial office 6. 45. a. m. october 10.

3. *M. Chamberlain to High commissioner Sir Alfred Milner*. Telegram, sent 10. 45 p. m. october 10.

4. Baron Komura à M. Kurino, Tokio, 23 janvier.

répondait toujours évasivement (1). En même temps, les deux pays procédaient à leurs armements en vue de la guerre. Dès juin 1903, la Russie avait commencé d'envoyer des troupes en Mandchourie; les journaux relaient les préparatifs belliqueux, et supputaient les chances des adversaires. Le gouvernement japonais, lassé à juste titre, fit déclarer par M. Kurino, ministre à Saint-Petersbourg, que les réponses évasives de la Russie rendaient la situation « vraiment dangereuse » (2). Ce qui montre la gravité des dernières propositions faites à la Russie, c'est que le gouvernement japonais, désireux d'obtenir une réponse catégorique, demanda au comte Lamsdorff de fixer lui-même un délai, à l'expiration duquel il répondrait. Le comte Lamsdorff, dans la soirée du 31 janvier, déclara qu'il ne lui était pas possible de fixer une date pour l'envoi d'une réponse (3). L'opinion japonaise vit dans cette attitude une déclaration de guerre. Ce qui est certain, c'est que, aux revendications de haute importance, formulées par le Japon, et susceptibles à coup sûr d'entraîner la guerre, la Russie refusa de répondre, et de permettre d'espérer une réponse dans

1. Nous ne pouvons insister sur ces interminables atermoiements; nous renvoyons à la Correspondance concernant les négociations entre le Japon et la Russie, 1903-1904, présentée à la Diète impériale du Japon en mai 1904.

2. M. Kurino au baron Komura. Saint-Petersbourg, 28 janvier.

3. M. Kurino au baron Komura. Saint-Petersbourg, 4^{er} février.

un temps donné, ce qui était une façon de refuser satisfaction pour l'instant.

Le 5 février, le Japon envoya alors à M. Kurino une note à remettre au comte Lamsdorff (1), ce qui fut fait le lendemain, à 4 heures de l'après-midi (2). Le comte Lamsdorff y put lire, qu'après « les rejets successifs par le gouvernement impérial russe », des « propositions.... dont le gouvernement impérial [japonais] regardait l'adoption comme *indispensable* », le Japon était obligé de prendre des « *mesures de légitime défense* » ; en conséquence, il rompait les futiles négociations, et se réservait « le droit de *recourir à telle action indépendante* » qu'il jugerait utile.

Par une autre dépêche (3), le Japon informait le comte Lamsdorff que, « tous les moyens de *conciliation* » ayant été « *épuisés* sans résultat », il rompait les relations diplomatiques, qui n'avaient plus de raison d'être.

Nous estimons (4) que, pour quelqu'un habitué au

1. Baron Komura à M. Kurino. Télégramme. Tokio, 5 février, 2 h. 15 soir.

2. M. Kurino à Baron Komura. Télégramme. Saint-Pétersbourg, 6 février, 5 h. 57 soir, reçu à Tokio 7 février 5 h. 45 matin.

3. Baron Komura à M. Kurino. Tokio, 5 février. Télégramme, 2 h. 15 soir.

4. Nous ne pouvons songer à citer ici les opinions de tous les auteurs qui ont donné leur avis sur cette question. On les trouvera dans les différentes revues, aux tomes de 1904 et aussi dans Nagaoka. *La guerre russo-japonaise et le droit interna-*

style diplomatique et à ses formules, il n'est pas possible de ne pas considérer la première de ces dépêches comme rompant la paix, et ouvrant l'état de guerre.

Quant à la seconde, elle n'est qu'une conséquence de la première ; la rupture diplomatique a accompagné logiquement l'ouverture de l'état de guerre ; elle n'eût pas suffi par elle-même à le constituer.

*
* *

La veille au soir, jour de l'envoi des dépêches, la mobilisation avait commencé. Le jour même, l'escadre japonaise, sous le commandement du vice-amiral Togo, quittait Sasebo. Les hostilités ne commencèrent que dans la nuit du 8 au 9. Profitant de l'incroyable impéritie de leurs adversaires, les torpilleurs japonais attaquèrent la flotte russe, qui avait jeté l'ancre devant Port-Arthur (1). Ce fut alors dans la presse — française — un tolle général de journalistes, bien intentionnés mais ignorants, contre « l'acte de félonie » commis par le Japon contre nos alliés.

Le temps, qui remet les choses au point, a fait justice de ces accusations, aussi violentes qu'irréflechies (c'est

tional. Lawrence. War and neutrality in the far East. Sakuyé-Takahashi. Cases on international law during the Chino-Japanese War, etc.

1. Bien entendu, la Russie protesta. Cf. *Manifeste du Tsar* du 10 février et *Message Officiel* du 20.

là leur excuse), alors que l'obligation à une déclaration de guerre est discutée dans la doctrine, n'est pas observée comme une règle en pratique, que le Japon s'y est justement conformé, et que dans tout le xix^e siècle, on ne trouverait peut-être pas une seule guerre, qui ait été prévue et préparée plus longtemps à l'avance !

DEUXIÈME PARTIE

LA DOCTRINE CONTEMPORAINE

« La force et le bon droit vont se heurter du front »
Sully-Prudhomme.

N. B. — Lorsque nous parlerons désormais de déclaration de guerre, nous aurons en vue un acte formel, conçu en termes exprès, et non pas un de ces avertissements implicites, résultant des circonstances mêmes, que l'on ne doit point chercher à dissimuler, sous peine de commettre une attaque perfide, et sur lesquels l'adversaire est en droit de compter pour l'avertir de la guerre. Il y a là, croyons-nous, un de ces « droits qui doivent être respectés dans tous les cas, en l'absence de toute convention, de tout usage » (1). On a trop souvent confondu l'attaque perfide, qui est un *acte* de tromperie, accompagné de l'*intention* de tromper, avec la *simple abstention*.

1. L. Renault. *Introduction à l'étude du droit international*, p. 21.

tion, dans des circonstances normales, de tout acte d'avertissement, ayant uniquement pour but de profiter exclusivement à l'adversaire, au détriment de l'agresseur.

AVERTISSEMENT

Sous le nom commode, et assez exact en général, de doctrine continentale, et de doctrine anglaise (1), on classe habituellement les auteurs en partisans et adversaires de la déclaration de guerre. Cette distinction n'est pas suffisamment précise.

La doctrine continentale expose des arguments démontrant l'utilité de la déclaration de guerre; et elle conclut en exprimant le vœu qu'une déclaration, présentant ces avantages, soit considérée comme obligatoire par tous les Etats (2). La doctrine anglaise ne nie pas du tout ces avantages, lorsque leur existence est réelle, mais elle n'en tire pas la conclusion de l'école continentale. Ainsi, la divergence n'est pas sur ces effets bienfaisants de la déclaration, que la doctrine continentale s'efforce de

1. Cependant un assez grand nombre d'auteurs continentaux a adopté la doctrine anglaise.

2. N'oublions pas que la Convention de La Haye toute récente est postérieure à tous ces ouvrages.

mettre en lumière ; les Anglais s'empressent de les reconnaître. Mais ces arguments ne portent plus sur le terrain de l'obligation ; car les Anglais ont vite fait de démontrer que l'obligation à une déclaration présente aussi des inconvénients, et, négligeant de se livrer à un puéril calcul de moyenne abstraite entre les avantages de cette mesure et les inconvénients de son obligation, ramènent brusquement la théorie sur le terrain de l'utilité, d'où elle était partie, pour déclarer avec bon sens, que si dans un cas déterminé, pour un pays donné, l'obligation de déclarer la guerre présente plus d'inconvénients que d'avantages, ce pays estimera utile pour lui de ne la point déclarer (1).

1. Ainsi nous rangeons dans la doctrine anglaise M. Pradier-Fodéré, partisan de la déclaration en ce sens qu'il insiste sur les avantages qu'elle présente, et fait des vœux pour qu'on l'observe, mais qui ne veut pas qu'on l'impose, parce qu'il voit très bien les inconvénients que cette obligation pourrait présenter.

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE CONTINENTALE

(Partisans de l'obligation à un avertissement formel).

Nous n'avons pas la prétention de citer ici tous les auteurs partisans de la déclaration de guerre obligatoire ; mais nous croyons en donner suffisamment pour montrer qu'ils sont très nombreux (1). Quelques-uns

1. Par exemple : Calvo, *Droit international*, t. IV, § 1907. Bluntschli, *Droit international codifié*, art. 521 et r. 1, art. 522 et r. 2. Dudley Field, *Projet de code international*, art. 709. Heffter, *Le droit international de l'Europe*, § 120. Hautefeuille, *Des droits et des devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime*, t. III, ch. 1, sect. II. Pasquale Fiore, *Nouveau droit international public*, Liv. VIII, ch. IV, n° 1275. Testa, *Le droit public international maritime*, Part. III, ch. 1. Eschbach, *Introduction générale à l'étude du droit*, Part. 1, ch. II, sect. III, n° 76. De Sainte-Croix, *La déclaration de guerre*, p. 144 et s. Bruyas, *La déclaratoir de guerre* p. 93 et suiv. Ortolan, *Règles internationales et diplomatie de la mer*, Liv. III, ch. 1, t. II. A Morin, *Les lois relatives à la guerre selon le droi*

produisent d'intéressants arguments que nous allons exposer ; mais la plupart se contentent d'exprimer leur opinion sans donner leurs raisons ; enfin, nous rangeons, bien entendu, parmi les partisans de l'obligation, tous ceux qui ont écrit que la déclaration de guerre était exigée par le droit international. Ces auteurs prenaient peut-être leur désir pour une réalité, en l'absence de droit conventionnel, de coutume incontestée, et d'entente dans la doctrine ; mais outre qu'on peut concevoir le droit international comme une spéculation, ne connaissant d'autres bornes que celles du raisonnement indépendant et individuel, empressons-nous de dire que la Convention de la Haye, en 1907, ayant comblé une lacune en cette matière, nous voulons lui attribuer un effet rétroactif et conciliateur.

La question reste entière en théorie : par quels arguments la doctrine justifie-t-elle l'obligation à une déclaration de guerre préalable ?

des gens moderne, t. I, ch. IV, § 1. Funck-Brentano et Sorel, *Précis du droit des gens*, L. II, sect. I, ch. II. Emerigon. *Traité du contrat d'assurances*, liv. I, ch. XII, sect. XXXV. Pinheiro-Ferreira dans Martens, Bülmérineq dans le *Handbuch de Marguardsen*, t. I, Féraud-Giraud dans la R. D. I. 1885, Ebreu dans la R. D. I. P. 1904, etc., etc. ; la majorité des membres de l'Institut de Droit International, à la suite de leur rapporteur, M. A. Rolin. Enfin à la Faculté de Paris, M. Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, p. 21 et *Le Droit de la guerre*, t. I, p. 89.

SECTION I

Arguments en faveur de la déclaration.

On a parfois mis en avant un vague devoir de loyauté ; entre la manière de procéder de Frédéric II, assurément déloyale, et le « Messieurs les Anglais, tirez les premiers », qui serait de nos jours presque de « l'hervéisme », et, en tout cas, une sottise, où est le juste milieu ? C'est trop affaire d'appréciation.

Nous préférierions un autre argument voisin de celui-là : l'absence de déclaration est contraire à l'idée que nous nous faisons de la communauté internationale, qui repose sur une confiance réciproque qu'il ne faut pas tromper ; l'idée, intéressante, mais trop vague, demanderait à être approfondie.

*
* *

La grande raison invoquée, d'où on pourrait, à la rigueur, faire découler toutes celles qui vont suivre, c'est l'intérêt de la conservation de la paix.

Si la déclaration, a-t-on dit, n'est pas regardée comme la préface obligatoire des hostilités, un Etat victime d'actes hostiles les considérera comme faits de guerre. La guerre naîtra des circonstances, au lieu de garder

son caractère de remède suprême. Nous croyons que jamais on n'empêchera un Etat de répondre par la guerre à des actes d'hostilité, sous le prétexte que, tant que l'adversaire ne lui a pas fait de déclaration, il doit subir, en protestant ou non, ces actes de violence. L'Etat ainsi attaqué se défendra si cela lui plaît, malgré l'obligation d'une déclaration qui n'aura pas été faite par l'adversaire quand il aurait dû ; et même, il répondra peut-être bien par des hostilités sans déclaration, s'il s'estime dans le cas de guerre défensive.

*
* *

La déclaration de guerre serait le remède souverain contre les dispositions belliqueuses. « Déclarer la guerre, a-t-on dit, c'est en vouloir toutes les conséquences », tandis que, si les hostilités s'engagent d'elles-mêmes, « la guerre éclatera par suite de la fatalité ». Rien n'est plus erroné, historiquement, croyons-nous, que cette antithèse.

La façon la plus solennelle de déclarer la guerre n'est pas un gage de réflexion préalable, ni de prudence politique.

La guerre de 1870 nous l'a suffisamment appris, hélas ! Et en sens inverse, nous sommes un peu sceptiques sur les hostilités qui s'engagent d'elles-mêmes, sans que les gouvernements y soient pour rien. Certes, il peut y avoir précipitation et malentendu. Mais d'abord le fait que les incidents de frontière puissent ouvrir

l'état de guerre, est justement de nature à en diminuer le nombre ; on redoutera de les provoquer, bien plus que s'ils n'avaient pas cette conséquence. Ensuite, la déclaration de guerre, avec les moyens actuels de communication, télégraphe, téléphone, et aussi, avec la précipitation et la nervosité des assemblées, parlementaires ou autres, serait bien vite décidée, et notifiée, surtout si l'on pensait que le temps pressât ; ce ne serait pas un moyen de retarder les événements de façon appréciable. Enfin, ces cas de guerres commencées par fatalités et malentendus sont bien problématiques ; pour les malentendus, chez les Etats comme chez les personnes, il n'y a de pires sourds que ceux qui ne veulent point entendre ; et pour la fatalité, en histoire, elle s'appelle généralement du nom de quelque diplomate habile ou de quelque homme d'Etat ambitieux. Ces considérations rendent bien inutile, contre les Gouvernements trop pressés, le faible rempart de la déclaration de guerre.

*
* *

Quand cette déclaration est motivée, a-t-on dit encore, on peut « voir s'il y avait juste cause ou grief suffisant », et « apprécier les responsabilités ». La belle affaire ! L'histoire nous apprend que quand on veut faire la guerre pour des raisons qu'il ne plaît pas toujours de dire, on cherche des prétextes ; quand on n'en a pas, on en trouve, et quand on en a de mauvais, on pense qu'ils

sont excellents ; et quant aux responsabilités (1), sauf celle devant l'Histoire avec un grand H, c'est un mot qui n'a plus guère de sens quand on en arrive aux mains.

*
* *

La puissance « attaquée avant la proclamation de la guerre », a-t-on dit encore, peut alléguer que ces hostilités « l'ont surprise au moment où elle avait encore l'intention et la confiance de terminer le différend par les voies pacifiques ». La confiance était de trop, par hypothèse. Pour l'intention, l'adversaire répondrait probablement, s'il voulait montrer son jeu, que s'il a commencé les hostilités le premier, c'est qu'il avait, lui, l'intention de résoudre le conflit par les voies belliqueuses. Car il nous paraît difficile de supposer un Etat assez naïf, ou assez mal renseigné pour, de bonne foi, demander à la guerre ce qu'il aurait pu obtenir par des négociations. Mais qu'est-ce que tout cela peut bien avoir à faire avec la nécessité, ou même seulement l'utilité, de déclarer la guerre ? Car, si, dans ce cas, la

1. Internationales, s'entend ; pour les responsabilités politiques, à l'intérieur du pays, elles peuvent résulter d'un document quelconque ; cela n'a pas de rapport avec le devoir, d'ordre international, de déclarer la guerre à l'adversaire, et en faveur duquel on doit trouver des motifs d'ordre international. Nous avons soigneusement évité tous les motifs d'ordre constitutionnel, dont on ferait ici, croyons-nous, une fausse application.

guerre avait été déclarée, l'état de guerre n'aurait-il pas suivi, et même, pour beaucoup d'auteurs, d'une façon plus irrémédiable encore qu'après des hostilités ? Nous ne voyons pas comment, à moins de forcer étrangement le sens des mots, déclarer la guerre peut être un moyen de prolonger la paix. Et ces arguments sont d'autant plus mal placés, que s'ils ne portent pas du tout quand il s'agit simplement d'avertir l'ennemi, ils auraient pu servir à préconiser une forme spéciale de déclaration, l'ultimatum.

*
* *

L'Etat assailli brusquement, a-t-on dit, « *ne saura pas* » distinguer la guerre proprement dite des représailles, et, par suite, hésitera à prendre les nombreuses mesures nécessitées par la guerre, ou à s'en abstenir. La question ne nous paraît pas se poser ainsi : Ou bien l'Etat *ne voudra pas* faire de distinction, et voir dans les actes supposés des représailles ; il se considérera alors en état de guerre, et c'est son droit. Ou bien, il *voudra bien*, et alors, il saura toujours. Il poussera même parfois la complaisance, si son intérêt le lui conseille, jusqu'à voir des représailles dans des actes indéniables d'hostilité. C'est une attitude familière notamment à la Turquie.

*
* *

Il sera difficile, dit-on, de reconnaître à la paix, les actes qui sont conséquence de l'état de guerre et ceux

dont on peut demander réparation. Le point de départ de la guerre peut donner lieu à des contestations. Les Anglais répondent que le premier acte d'hostilité n'est pas bien difficile à trouver. Et quand on objecte que les actes ne montreront qu'on est en état de guerre, que « par leur répétition, leur continuité », « au bout d'un certain temps » pendant lequel le doute aura plané, la pure doctrine anglaise répond que cette période d'incertitude ne saurait exister, puisqu'on déterminera l'ouverture de l'état de guerre, par l'époque du *premier* acte d'hostilité, et non des actes suivants ; le premier acte, dit Hall, est une pleine et entière manifestation d'intention.

Cependant, même en admettant cette explication, il ne faut pas oublier que le premier acte d'hostilité n'ouvrira la guerre que s'il est considéré comme tel par celui qui le subit, ou, dans le cas contraire, si l'agresseur, ne tenant pas compte des bonnes dispositions de l'attaqué, persiste à ouvrir la guerre. Pratiquement, on voit souvent, après un acte d'hostilité, des négociations reprendre, et la paix se prolonger un certain temps. Nous croyons qu'il est possible, dans certains cas, qu'il y ait divergence et contestations, sur le point de savoir quel est l'acte d'hostilité qui a le premier ouvert la guerre (1). Aussi, nous estimons qu'une déclaration de

1. Cf. par exemple Pradier-Fodéré, *Droit international*, t. VI, p. 620 et Martens, *Nouvelles causes*, t. I, p. 65, pour les prises sur mer en 1756.

guerre précise, à ce point de vue, ne saurait avoir que des avantages.

*
* *

Quand à l'heure exacte, dont on a aussi parlé, il est possible, dans certaines circonstances, que, connaissant l'acte d'hostilité, on ne connaisse point, ou on ne soit point d'accord sur l'heure à laquelle il a commencé. Ainsi, de nuit, un détachement passe la frontière ; l'ennemi ne s'en aperçoit que quelques heures plus tard. L'acte d'hostilité a commencé au moment où la frontière a été franchie ; or ce fait n'a pas eu de témoins, par hypothèse. Il se pourra que l'ennemi dise : étant donné l'endroit où le détachement a été rencontré, il n'est pas vraisemblable qu'il ait parcouru tant de chemin depuis l'heure à laquelle il prétend avoir passé la frontière : il a passé plus tôt ; ou inversement. Comme il faut tout prévoir, même les cas les plus improbables, nul doute encore qu'à ce point de vue, la déclaration puisse avoir son utilité.

*
* *

Une hypothèse très ingénieuse a été imaginée par M. Pillet. Supposons, dit-il, un officier à la tête d'un détachement à la frontière, « à un moment où des hostilités se sont déjà produites, sans que la guerre ait été officiellement déclarée. Une occasion se présente à lui de tenter un coup de main de quelque importance ». Restera-t-il dans l'inaction ? si l'on estime que la guerre

existe, il sera blâmé. Agira-t-il ? Si les hostilités antérieures sont jugées sans importance, il aura commis une faute très grave.

Nous répondons : commencer la guerre *sans déclaration* ne signifie pas *sans ordres* de son propre gouvernement. Il n'est nullement question de substituer l'initiative privée aux autorités habituelles. Hors le cas de légitime défense, l'officier en question, si les hostilités ont été ouvertes par l'adversaire, doit laisser son propre gouvernement libre de les considérer ou non comme ouvrant l'état de guerre. Il est absolument à couvert, et ne doit en aucune façon intervenir, tant que son gouvernement ne lui a pas fait savoir qu'il se décidait à la guerre, soit en proclamant l'état de guerre, soit en le prévenant, lui officier, ou ses chefs, qu'il s'en remettait à eux pour ouvrir l'état de guerre par des hostilités inopinées, à l'heure et à l'endroit qui leur sembleraient favorables.

Si les hostilités ont été ouvertes au contraire par le pays même auquel appartient l'officier, de deux choses l'une : ou bien elles sont régulières (sur ordre du gouvernement), ou bien elles sont irrégulières (incident de frontière imprévu). Dans le premier cas, l'officier aura aussi reçu des ordres, et n'attendra que ce signal pour agir à son tour. Dans le second, si l'officier, comme il est possible, apprend les hostilités avant d'avoir reçu aucun ordre à leur sujet, il devra bien se garder de statuer aux lieu et place des gouvernements intéressés, et attendra

qu'on lui dise si l'état de guerre en est ou non résulté. Car, si l'on dit que l'acte d'hostilité ouvre l'état de guerre de lui-même, il est évident que cela ne signifie pas qu'il en est ainsi, même lorsque l'agresseur et l'attaqué sont d'accord pour ne pas vouloir se battre.

*
* *

Enfin, on a dit qu'une déclaration de guerre était nécessaire pour que les puissances maritimes comme l'Angleterre n'aient pas sur mer un trop grand avantage. Il est certain que le *premier acte* d'hostilité, s'il consistait en attaques et captures simultanées sur toutes les mers du globe, pourrait avoir une influence démesurée sur le reste de la guerre ; même en l'absence d'attaque perfide, la lenteur des renseignements et l'importance du danger couru rendent l'argument intéressant. Les Anglais ne l'apprécient pas (1)..., mais il faut ajouter aussi, que la déclaration de guerre, en tant que nouvelle, n'irait pas plus vite que celle de l'ouverture des hostilités, de sorte qu'en l'état actuel du droit, des surprises d'une importance regrettable resteront toujours à craindre (2).

1. Cf. Dupuis, *Le Droit de la guerre maritime*. Note 2 sous la page 20.

2. Sur la déclaration dans la guerre maritime, *Vide infra*, 4^e partie, p. 105.

*
* *

Et maintenant, il nous faut conclure. Nous avons passé en revue les arguments donnés en faveur de la déclaration de guerre. Pour ce qui est de l'*obligation* à cette déclaration, elle ne résulte pas d'une façon péremptoire des considérations exposées, et nous devons terminer notre étude par un procès-verbal de carence. Pour ce qui est de l'*utilité*, la déclaration de guerre nous paraît désirable, et ceux des arguments donnés qui sont justes nous ont pleinement convaincus. Nous trouvons même, disons-le, la déclaration encore plus désirable que la doctrine ne le démontre. Certes, dans notre première partie, dans le domaine de la réalité, nous n'avons pas blâmé les Etats qui commençaient la guerre sans déclaration, puisque cela leur était permis ; mais dans le domaine de l'idéal, les guerres commencées sans déclaration nous choquent énormément, et nous aurions voulu que la doctrine pût nous dire, d'une façon *précise* : voilà *pourquoi* on est *obligé* de déclarer la guerre. Nous y reviendrons dans notre quatrième partie.

Quoiqu'il en soit, nous allons aborder maintenant l'étude, aussi brève que possible, des formes de la déclaration ; nous la plaçons ici pour plusieurs raisons ; d'abord, elle doit suivre, logiquement, l'étude qui nous a montré son utilité ; ensuite, c'est surtout la doctrine continentale qui s'en est occupée ; enfin, il est bon de savoir exactement en quoi peut consister la déclai-

ration, pour apprécier les critiques qu'en fait la doctrine anglaise.

SECTION II

Formes de la déclaration.

I

La rupture des relations diplomatiques peut-elle être considérée comme une manière d'ouvrir l'état de guerre? M. Calvo cite des traités où il a été convenu que l'état de guerre existerait « après le rappel ou le départ » des agents diplomatiques respectifs (1). Un semblable arrangement, estime-t-il, évite bien des difficultés au sujet de la date exacte de l'ouverture de l'état de guerre.

D'abord, si l'état de guerre devait résulter de la rupture diplomatique, le champ d'application de la médiation, de l'arbitrage, et surtout des bons offices serait singulièrement restreint. Ce n'est donc pas désirable ; mais il y a mieux : il faudrait bouleverser les habitudes européennes, en matière de relations entre Etats et de procédés de négociation.

1. Traités entre l'Angleterre et le Portugal, 19 février 1816, et entre le Brésil et des Etats européens en 1826, 1827, et 1828.

De nos jours, les ruptures diplomatiques n'ayant pas entraîné la guerre, et même, les ruptures intervenues dans des cas où le conflit ne menaçait nullement d'entraîner une guerre, sont fréquentes. Ainsi, il n'y avait pas de guerre à craindre, lors de la rupture des relations diplomatiques de l'Angleterre et des Pays-Bas avec la Serbie, en 1903, à l'occasion de la terrible tragédie de Belgrade, dans laquelle, la nuit du 10 juin, au Konak, le roi Alexandre et la reine Draga trouvèrent la mort. Ainsi encore, la guerre, qui cette fois était à redouter, ne se produisit pas, lors de la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vénézuéla, rupture qui dure encore à l'heure où nous écrivons ces lignes. Aussi pensons-nous, avec la grande majorité des auteurs, que la rupture des relations diplomatiques n'équivaut pas à une déclaration de guerre. Elle n'a cette signification que lorsqu'elle est accompagnée de circonstances qui la lui donnent ; nous croyons même que dans ce cas, ce sont les circonstances qui produisent l'état de guerre, circonstances dont la rupture diplomatique est la conséquence forcée.

II

On a souvent parlé d'une déclaration de guerre pure et simple, sans qu'aucun délai la suive. M. Renault a très justement fait remarquer, à Gand, qu'un délai était la conséquence logique de la nécessité d'avertir. Si l'on

parle d'une déclaration *préalable*, il faut qu'elle *précède* l'ouverture des hostilités ; il faut donc qu'il y ait un certain intervalle, entre le moment où on la fait, et le moment où l'on commence les hostilités ; que cet intervalle soit de cinq minutes ou de plusieurs mois, ce n'est là qu'une question de degré. Mais il y a autre chose ; ce temps qui s'écoule entre la réception de la déclaration de guerre, et l'ouverture des hostilités, peut être un simple intervalle de fait, ou un délai proprement dit. Ainsi, pour qu'il y ait véritablement *avertissement* par le moyen de la déclaration pure et simple, il faut que l'ouverture des hostilités ne commence pas exactement *au moment précis* de la réception de la déclaration, il faut qu'elle *suive* cette déclaration à un certain intervalle, qui dans la pratique est très court ; mais dans ce cas de déclaration pure et simple, cet intervalle *n'est pas indiqué* par la déclaration même ; elle porte généralement que, *dès à présent*, dès la réception de l'avertissement, l'état ennemi *se considère en état de guerre*. Donc, si d'une part, l'intervalle peut être seulement d'un instant de raison, d'autre part, quand il est plus long, l'adversaire ne le sait pas d'avance ; aussi n'en profiterait-il pas autant, car l'intérêt pour lui n'est pas seulement de ne pas être attaqué pendant un certain espace de temps, mais encore, et surtout, de *savoir* qu'il est à *l'abri* d'une attaque pendant cet intervalle. C'est pourquoi nous considérons la déclaration pure et simple comme un moyen défectueux d'avertissement.

III

On a beaucoup préconisé, dans la doctrine, la déclaration de guerre formelle, contenant fixation d'un délai, à l'expiration duquel les hostilités s'ouvriraient ; il est certain, comme on l'a dit, que les négociations se poursuivraient plus posément, si l'on n'avait pas à craindre que la guerre n'éclate tout d'un coup ; les avantages d'un délai sont trop évidents pour que nous pensions utile d'insister ; faisons cependant remarquer qu'une sécurité de cette sorte laisse toujours quelque appréhension ; si, par malheur, un délai donné était violé, à quelles terribles surprises ne s'exposerait-on pas ! Ce risque pourrait être pris en considération, si le délai ne présentait aucune utilité pour celui qui l'aurait offert, et s'il était d'une certaine durée ; mais nous croyons que cette hypothèse ne se réalisera pas, parce que jamais les Etats n'accepteront de déclarer la guerre dans de pareilles conditions.

Il nous paraît absolument invraisemblable de supposer que les Etats puissent jamais s'engager à donner à l'adversaire un avantage aussi énorme que celui-là.

Une pareille obligation ne nous paraît pas, d'ailleurs, se justifier par des considérations d'équité, mais la doctrine se contente d'émettre son opinion, sans paraître penser qu'elle ait besoin de justification, et, comme nous faisons ici l'examen des idées émises par la doc-

trine, nous n'insistons pas ; nous nous contentons donc de répondre que, si la formalité de l'avertissement *en elle-même* doit être envisagée, cette forme d'avertissement n'a aucune espèce de chance d'être adoptée d'un commun accord ; dans la pratique on pourrait, tout juste, en citer un seul exemple : la déclaration de l'Italie à l'Autriche en 1866, et encore n'a-t-il pas grande portée, car l'Italie ne jouait qu'un rôle de comparse, et les motifs de son entrée en scène étaient de nature particulière.

La doctrine a d'ailleurs varié énormément sur l'évaluation de la longueur du délai.

Nous écartons les propositions comme celle de M. Dudley-Field qui demande soixante jours ; ces auteurs ne tiennent pas compte suffisamment de l'imperfection de notre société internationale. Nous ne croyons pas, non plus, qu'on puisse adopter un délai variable, et, comme on l'a dit, « subordonner l'étendue du délai aux nécessités des opérations » — de qui ? celles de l'Etat attaqué ? Cela suppose que le but du délai est de permettre à l'attaqué de tirer tout le parti possible de ses forces militaires ; et une pareille affirmation aurait besoin d'être justifiée. En tous cas, il y a gros à parier que, dans chaque cas particulier, l'Etat agresseur estimerait que les « nécessités » de ses propres opérations lui interdisent totalement de faire profiter l'adversaire d'un délai.

A la session de Gand de l'Institut de Droit Internatio-

nal, on a proposé des longueurs bien différentes, comme une semaine, trois jours, un jour. On comprend que les opinions soient très diverses. Comment fixer la durée du délai, si on ne connaît pas au juste le but qu'il doit atteindre et qu'il ne doit pas dépasser ? A quelle nécessité correspond-il exactement ? Quel service précis attend-on de lui ? Avertir ? Permettre à l'ennemi de se préparer ? Ce sont là des idées bien vagues, susceptibles d'interprétation trop différentes, sur lesquelles il nous semble que la doctrine ne s'est pas suffisamment expliquée.

IV

Il y a un cas, assez fréquent en pratique, dans lequel les Etats ont accordé un délai à l'adversaire, en le prévenant à l'avance de l'ouverture éventuelle des hostilités : c'est le cas de l'ultimatum.

L'ultimatum est, comme on l'a dit, « le dernier mot d'une négociation » par lequel un Etat fait savoir à un autre l'extrême limite de ses concessions ; ces propositions finales ne sont plus susceptibles de discussion, et la guerre éclatera, si elles ne sont pas acceptées dans un délai donné. L'ultimatum porte généralement aussi que tout refus, ou toute réponse évasive, exprimé avant la fin du délai accordé, le révoqueront de plein droit, et que les hostilités pourront dès lors commencer immédiatement.

Ainsi, l'Etat qui envoie un ultimatum, doit être prêt à

la guerre dont il menace l'adversaire, parce que cette guerre peut éclater, du fait de l'adversaire, avant l'expiration du délai au bénéfice duquel il a le droit de renoncer. Cela se comprend, car le but du délai est de permettre à l'adversaire de réfléchir avant de se décider ; si donc sa décision est prise immédiatement, d'une façon irrévocable, rien ne justifie plus l'observation du délai. Enfin, il faut, bien entendu, tant que l'on est dans les limites du délai, que la réponse soit parvenue à l'auteur de l'ultimatum, pour que la guerre puisse s'ouvrir irrégulièrement.

Nous estimons qu'un ultimatum doit toujours indiquer un délai précis : puisqu'il *exige* une réponse il est naturel qu'il donne le temps nécessaire pour se décider dans un sens ou dans l'autre, et il est naturel aussi qu'il ne soit pas tenu de l'attendre indéfiniment.

Peu importe, à notre avis, la formule employée pour avertir de l'imminence de la guerre (1), il suffit qu'il en résulte clairement que le conflit ne peut durer plus longtemps, et que les moyens de discussion pacifique sont épuisés.

C'est un excellent mode d'avertissement, appelé, croyons-nous, à s'appliquer de plus en plus souvent, et susceptible de rendre les plus grands services dans la pratique.

1. Tant qu'une convention internationale n'a pas réglé cette question ; mais il est bien évident que l'adoption d'une formule unique serait une excellente mesure. Cf. *infra*, 3^e et 4^e parties.

CHAPITRE II

LA DOCTRINE ANGLAISE

(Adversaires de l'obligation à un avertissement formel).

Nous avons rangé les auteurs en partisans et adversaires de la déclaration de guerre obligatoire, parce que nous avons pensé qu'il y avait là le seul critérium précis, permettant de faire une distinction nette en la matière. Mais il est bien évident que, dans la doctrine anglaise comme dans la doctrine continentale, tous les auteurs ne reproduisent pas exactement la même opinion ; et, parmi ceux qui critiquent la déclaration de guerre obligatoire, les uns vont jusqu'à contester à la déclaration tout effet utile, tandis que d'autres préconisent vivement son emploi, tout en redoutant les conséquences d'un engagement international à ce sujet : les uns et les autres sont d'accord pour exposer les objections que l'on peut faire à la déclaration de guerre obligatoire.

Il faut aussi faire remarquer que certains jurisconsultes

anglais, par exemple à la session de Gand de l'Institut de Droit International, ont consenti à la déclaration obligatoire. Mais c'est une attitude qui s'explique par des raisons pratiques : ces jurisconsultes ont bien vu que le principe de la déclaration de guerre obligatoire avait fait son chemin, et que leurs idées n'avaient plus aucune chance d'être acceptées ; ils ont alors, comme on dit couramment, fait contre mauvaise fortune bon cœur, et ont demandé que la déclaration porte le moins possible atteinte aux intérêts de l'agresseur. Outre que leur idéal serait peut-être encore la liberté pour chacun de commencer les hostilités à sa guise, il n'en est pas moins vrai qu'il existe, en théorie, une doctrine anglaise qui compte encore de nombreux partisans (1), et que nous devons examiner maintenant.

1. Par exemple : De Martens. *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, t. II, liv. III, ch. III, § 267. *Traité de Droit international public*, t. III, ch. II. R. Phillimore. *Commentaries upon International law*, part. IX, ch. V, LXVI. Lueder. *Handbuch des Völkerrechts de Holtzendorff*. Wheaton. *Elements*, part. IV, ch. I, § 9. Wildman. *Institutes of international law*, t. II, p. 8. Travers Twiss. *Le droit des gens ou des nations considérées comme communautés politiques indépendantes*, t. II, ch. II, n° 38, p. 67. De Domin-Petrushevecz. *Précis d'un code de droit international*, art. CVII. Rivier. *Droit des gens*, t. II, § 62. Pradier-Fodéré. *Droit international*, t. VI, § 2672 et 2676. Hall. *A Treatise on international law*, Part. III, ch. I. M. Rolin. Jaequemyns dans la R. D. I. 1870, etc.

^
* *

On a souvent fait à la déclaration de guerre une objection de principe :

Les nations, a-t-on dit, ont le droit absolu de faire la guerre si elles le jugent nécessaire ; ce droit à la guerre est intangible et sacré ; un Etat ne doit donc pas l'abdiquer partiellement, en s'engageant à ne point faire la guerre tant qu'il ne l'aura point déclarée dans des formes déterminées. Il semble qu'il y ait là une confusion. Certainement, le droit à la guerre ne doit point, dans l'état actuel de la société internationale, être abdiqué, même partiellement, envers tous les autres Etats d'une façon générale. Mais il faut distinguer, ici comme en toute matière, entre un droit en lui-même, et *l'exercice de ce droit*. Or, en promettant de ne commencer la guerre qu'après déclaration, ce n'est pas le droit à la guerre que l'on restreint, c'est l'exercice de ce droit que l'on limite. Et cela n'est pas nouveau. L'exercice du droit de la guerre a subi bien d'autres limitations : les deux conventions de La Haye n'ont eu pour but que de le réglementer minutieusement. Cette objection ne porte donc pas, et doit être écartée dès maintenant.

*
* *

La doctrine anglaise examine les avantages et les inconvénients de la déclaration de guerre. Très souvent

elle diffère de la doctrine continentale sur leur appréciation ; nous ne reviendrons pas sur les arguments que nous avons déjà passés en revue.

Mais certains auteurs anglais contestent parfois aussi l'efficacité de la déclaration de guerre comme moyen d'avertissement ; nous sommes de leur avis, pour les déclarations qui sont suivies presque immédiatement d'actes d'hostilité ; mais ils estiment que, même lorsqu'un assez long délai précède l'ouverture des hostilités, cela ne présente pas grand intérêt. Dans l'état actuel des relations internationales, une guerre inopinée, commençant au moment où on ne s'y attendait pas, n'est pas à craindre. L'ouverture des hostilités est toujours précédée de négociations diplomatiques, puis de préparatifs militaires, armements, mobilisation, qui sont connus de l'adversaire avant même d'avoir été exécutés ; les gouvernements représentatifs ont discuté le conflit ; l'opinion publique, immédiatement renseignée par la presse, est au courant de tous ces faits ; la rapidité, la multiplicité des communications ne permettent plus d'ignorer quoi que ce soit. Alors à quoi bon une déclaration ?

Certes, tout cela est vrai dans une certaine mesure. Mais nous en tirons une conclusion inverse ; si l'adversaire est déjà averti, pourquoi redouter de le prévenir d'une façon formelle ? Ce ne sera qu'une simple formalité, qui ne causera pas un préjudice appréciable à l'agresseur. Ce qui empêche généralement de déclarer

la guerre, c'est l'utilité qui peut résulter de l'avertissement pour celui que l'on attaque. Si cet avantage n'existe pas, il n'y a plus de raison sérieuse de lui refuser cette petite satisfaction.

*
* *

Aussi, ces auteurs se contredisent-ils un peu, quand ils viennent dire que la déclaration de guerre aurait l'inconvénient de priver l'agresseur, au début des hostilités, d'une surprise facile, d'un coup de main inopiné, lui donnant une supériorité militaire dès le commencement de la campagne. Une pareille surprise est bien problématique, si l'adversaire est parfaitement renseigné sur les intentions de son ennemi, comme on se plaisait à le proclamer. En réalité, l'intérêt militaire est bien la pierre d'achoppement de la déclaration de guerre obligatoire. Mais il faut distinguer. L'intérêt militaire peut consister en une attaque à l'improviste, autant dire une attaque perfide et déloyale, ouvrant les hostilités : C'est une ruse de guerre, qui consiste à ne pas éveiller la défiance de l'adversaire, à ne pas lui laisser supposer une action immédiate, pour le vaincre plus facilement. C'est justement parce que c'est une ruse de guerre, qu'elle est incompatible avec l'état de paix ; car la paix et la guerre sont régies par des principes de conduite différents, et ce qui est permis, en état de guerre, parce que l'adversaire est prévenu et qu'on profite d'un

manque d'habileté ou de clairvoyance de sa part, est déloyal en état de paix, parce que l'adversaire n'a pas pu, et n'a pas dû, prévoir cette attitude.

Une attaque, ainsi faite à l'improviste, ne peut pas, croyons-nous, être une opération militaire importante ; en tout cas, elle soulèverait la réprobation de tous, et nous n'en voyons pas d'exemple dans la pratique depuis bien longtemps. Aussi la croyons-nous définitivement condamnée par l'usage.

*
* *

Mais il y a un autre intérêt militaire que les Anglais invoquent plus volontiers. Si un Etat est prêt à la guerre, par suite de sa mobilisation plus rapide, de quel droit l'obliger à attendre que son adversaire se soit mis lui aussi en état de défense ? La rapidité de la mobilisation est acquise au prix de sacrifices budgétaires constants, consentis durant l'état de paix par la nation.

Les approvisionnements, habillements, équipements, munitions, sont toujours au complet, renouvelés lorsque c'est nécessaire ; les ouvrages militaires sur les frontières sont toujours en bon état, les voies stratégiques entretenues, tout le matériel prêt à servir ; tout cela a coûté, durant la paix, des sommes considérables que le pays a consacrées sans regret à la défense nationale ; les constructions navales, de leur côté, ont englouti des millions ; les citoyens ont été astreints à de fréquentes

périodes d'exercice. Survienne la guerre ; l'Etat ainsi préparé ira-t-il perdre le bénéfice de sa prévoyance antérieure, et, décidé à la guerre qu'il déclarera à l'adversaire, immédiatement et irrévocablement, sera-t-il obligé, en outre, de lui accorder un délai, pour que cet adversaire, qui ne s'est pas imposé les mêmes sacrifices en temps de paix, puisse, en l'espace de quelques jours, improviser en hâte les préparatifs indispensables, qui lui permettront de lutter à armes moins inégales ?

Les Anglais pensent que non, et nous sommes complètement de leur avis. Il y a là, croyons-nous, la condamnation définitive de la déclaration de guerre avec délai, dans laquelle, la cause de la paix étant irrémédiablement perdue, le délai n'a d'autre résultat que de modifier, au détriment du mieux préparé, le rapport de forces existant entre les deux Etats.

Où les Anglais vont trop loin, c'est lorsqu'ils prétendent que ce résultat, à coup sûr injuste et regrettable, est suffisant pour faire repousser toute espèce d'avertissement.

Il est possible que l'avertissement à l'adversaire soit exigé par des raisons péremptoires, auxquelles cet inconvénient ne puisse faire obstacle ; il est possible aussi que, sous une forme, celle de l'ultimatum, cet inconvénient soit compensé par de précieux avantages ; nous essaierons de le montrer.

TROISIÈME PARTIE

LE DROIT CONVENTIONNEL

« Eh bien, que dit la sagesse des Nations ? »
Beaumarchais.

*La Convention de la Haye de 1907, relative à l'ouverture
des hostilités.*

I

Etant donnée la très grande importance de ce texte, d'ailleurs très bref, nous le donnons *in-extenso*, dans celles de ses dispositions qui ont trait à notre sujet :

« Considérant que pour la sécurité des relations pacifiques, il importe que les hostilités ne commencent pas sans un avertissement préalable ;

Article 1. — Les puissances contractantes reconnaissent que les hostilités entre elles ne doivent pas commencer sans un avertissement préalable et non équivoque, qui aura soit la forme d'une déclaration de guerre

motivée, soit celle d'un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle.

Article 2.

Ce texte est la reproduction intégrale de la proposition présentée à la Haye par la Délégation française (1), à qui revient le mérite d'avoir su trouver un terrain d'entente dans la voie du progrès. Cet avertissement, *désormais obligatoire*, présentera l'avantage d'être toujours motivé, et d'éclairer ainsi l'opinion publique, soit en indiquant les causes de la guerre, soit en invoquant des prétextes, dont tout le monde pourra apprécier la sincérité. Cependant, cette solution n'est pas définitive, et on peut encore, du point de vue théorique, lui adresser des objections.

II

Si la guerre commence à la suite d'un ultimatum, l'adversaire sera parfaitement prévenu. Mais en sera-t-il de même, si la guerre commence après une déclaration faite conformément à cette convention ? Nous croyons qu'il pourrait encore y avoir des surprises. D'après le texte de la Convention, cette déclaration doit constituer un avertissement préalable et non équivoque. Que doit-on entendre par là ? un avertissement non équivoque, cela veut dire, évidemment, une déclaration faite

1: Rapport sur l'Ouverture des Hostilités, présenté par M. Renault à la deuxième commission de la Conférence.

dans des termes tels, qu'il ne soit pas possible, pour l'Etat à qui on la fait, de se méprendre sur les intentions de l'adversaire, et de douter de l'ouverture de l'état de guerre. Mais il y a là une question d'appréciation fort délicate ; le style diplomatique prête souvent à discussions ; et, en pratique, on trouverait des cas où un Etat a pensé donner un avertissement en termes suffisamment clairs, et où l'autre a prétendu n'avoir pas compris. L'Institut de droit international s'était bien rendu compte de la difficulté, en signalant la défectuosité de certaines formules, comme par exemple : « recourir à une action indépendante », etc. En pareil cas, nous ne croyons pas que l'Etat qui se plaint n'ait réellement pas compris ; il y faudrait de sa part un manque de clairvoyance, ou une impéritie vraiment peu concevable, car une déclaration de guerre, même en termes équivoques, est un acte assez grave pour éveiller l'attention des moins prévenus ; mais, en cette matière, il faut, non seulement éviter la possibilité d'un malentendu, mais encore, empêcher la vraisemblance des récriminations ultérieures. L'Etat attaqué doit recevoir un avertissement, mais cet avertissement doit être tel, qu'il ne puisse pas prétendre, par la suite, qu'il ne l'a pas compris. C'est pourquoi il semble que l'obligation de se servir d'une formule établie à l'avance eût été préférable ; telle phrase est-elle équivoque ou non ? C'est souvent affaire d'appréciation, et la pratique nous apprend que les Etats qui en viennent aux mains ont généralement, sur les

questions les plus simples, des appréciations fort différentes.

*
* *

L'avertissement doit être préalable, dit encore le texte de la convention. Il y a là, logiquement, un pléonasme ; mais, diplomatiquement, cette formule bizarre s'explique. L'Institut de Droit International avait demandé qu'il s'écoule, entre la déclaration de guerre et l'ouverture des hostilités, un intervalle suffisant pour que la règle de l'avertissement préalable ne puisse pas être considérée comme éludée. C'est qu'en effet, comme nous l'avons fait remarquer, l'avertissement, ou, si l'on y tient, l'avertissement préalable, ne protège nullement contre les attaques inopinées, si l'on prend les mots dans leur sens littéral, car il peut ne précéder l'ouverture des hostilités que de très peu de temps, et n'être d'aucune utilité pour l'Etat attaqué. Or, la règle posée à la Haye limitant la liberté des Etats, ceux-ci l'interpréteront naturellement dans son sens étroit, et un télégramme, lancé 5 minutes à l'avance, constituera un avertissement incontestablement « préalable ». C'est pourquoi la délégation néerlandaise avait présenté, à la Haye, un amendement à la proposition française, comportant l'adoption d'un délai de 24 heures, qui, malgré sa brièveté, aurait rendu l'avertissement singulièrement plus efficace.

Cet amendement fut vivement appuyé par le colonel

Michelson, de la Délégation de Russie, qui soutint que l'adoption d'un délai permettrait de réduire les armements en état de paix, puisque les Gouvernements seraient certains d'avoir, avant l'ouverture des hostilités, un certain temps pour se préparer à la guerre. « En établissant un certain délai, a-t-il dit, nous donnerions au pays le moyen, à qui le voudrait, de réaliser certaines économies pendant les périodes de paix. Ces économies » apporteraient « une grande détente dans l'état de paix armée ».

Certes, l'argument est intéressant ; mais il ne nous paraît guère probant ; nous ne voyons pas bien un Etat attendant la déclaration de guerre pour construire ses cuirassés, ou pour apprendre à ses recrues à monter à cheval, et à manœuvrer les canons. Un Etat, aussi bien préparé soit-il, saura toujours mettre à profit le délai, et un Etat qui n'aura pas eu la même prévoyance, ne pourra, ni en 24 heures, ni même en deux ou trois mois, improviser un matériel suffisant et un contingent exercé.

De sorte que l'inégalité de préparation existant entre deux Etats, à l'ouverture du délai, risque fort de se retrouver à peu près équivalente à son expiration ; et par conséquent, les Etats auront toujours avantage à être mieux préparés que leurs adversaires éventuels. D'ailleurs la plupart des puissances ont refusé d'accepter un délai. Elles ont fait valoir que la guerre n'éclatait de nos jours qu'après de longues négociations, et que, de plus, l'évaluation du délai serait difficile, car il devrait

varier suivant la rapidité de la mobilisation, et l'importance des effectifs de paix de chaque pays. Ce sont là, en réalité, de simples prétextes ; pour ce qui est de la longueur des négociations, elles ne s'opposent point à un avertissement ultérieur. Et s'il était vrai que le délai dût être proportionné à la durée de certaines opérations militaires préliminaires (ce qui nous a paru injustifiable), il est bien évident qu'il vaudrait encore mieux un délai très court, même insuffisant, que pas de délai du tout. La véritable raison du refus des puissances a été certainement leur intention bien réfléchie de ne point se laisser lier les mains par un engagement trop étroit ; elles ont estimé suffisant d'accéder au principe d'un avertissement obligatoire, et n'ont pas voulu renoncer à la faculté d'ouvrir les hostilités, pendant un délai donné, quelque bref qu'il soit ; et alors, elles ont bien voulu reconnaître que l'avertissement devait, cependant, être « préalable ».

Il faut ajouter aussi, comme l'a fait remarquer la France, que l'observation scrupuleuse de ce délai aurait entraîné, en ce qui concerne la guerre maritime, des difficultés considérables, auxquelles il n'était guère prudent de s'exposer sans les bien connaître.

QUATRIÈME PARTIE

ESSAI D'UNE THÉORIE JURIDIQUE DE LA DÉCLARATION DE GUERRE OBLIGATOIRE

« Hoc opus, hic labor est »
Virgile.

I

La première question qui se pose, lorsque l'on étudie la déclaration de guerre obligatoire, est celle de savoir ce que l'on doit entendre exactement par acte d'hostilité. En effet, le but que l'on poursuit étant d'interdire tout acte d'hostilité avant qu'une déclaration de guerre soit intervenue; il est logique de se demander à quels actes s'applique cette interdiction. Si l'on édicte une défense, il faut qu'on dise ce qui est défendu ; aussi une théorie de l'acte d'hostilité apparaît comme l'accompagnement indispensable d'une théorie de la déclaration de guerre obligatoire ; il faudrait faire une classification des actes d'hostilité, par opposition aux actes qui sont compatibles avec l'état de paix, ou tout au moins, il faudrait chercher

un critérium permettant de reconnaître, dans les cas douteux, si un acte peut être exécuté avant la déclaration de guerre, sans violer les engagements pris.

L'étude de la pratique montre que, très fréquemment, les Etats ont des contestations au sujet de l'acte qui a ouvert la guerre, parce qu'ils ne s'entendent pas sur le caractère hostile de cet acte. Chaque Etat a une tendance à considérer les actes de l'adversaire comme des actes hostiles, qu'il n'aurait pas dû faire. Les grandes puissances surtout sont exigeantes à ce sujet, et vont jusqu'à prétendre parfois qu'une simple attitude, qui n'est pas celle qu'elles désireraient, constitue un acte d'hostilité.

*
* *

Mais ces discussions auront encore bien plus d'apreté si l'obligation de déclarer la guerre est reconnue. Car il faut bien admettre que cette obligation n'existe pas au cas de guerre défensive. Un Etat qui attaque doit déclarer la guerre, mais un Etat qui est attaqué, après déclaration de guerre, ou à plus forte raison inopinément, n'a pas besoin, pour se défendre et rendre les coups qu'on lui porte, de déclarer la guerre à son tour. Une fois les hostilités ouvertes, surtout en violation des engagements pris, un Etat ainsi surpris est parfaitement dans son droit en répondant immédiatement à la violence par la violence, c'est un cas de légitime défense, et personne n'a songé à le contester sérieusement. Mais alors, on se rend compte du grand

intérêt que pourront avoir les Etats à se prétendre en cas de guerre défensive : ce sera un moyen d'éluder l'obligation de déclarer la guerre ; le moindre acte douteux de la part de l'adversaire sera considéré comme un acte d'hostilité, permettant d'ouvrir la guerre *ex abrupto*.

La susceptibilité des Etats, déjà fort grande, s'accroîtra encore, et l'acte le plus insignifiant, l'incident le plus banal, sera suffisant pour prétendre que l'état de guerre a été ouvert en violation de la convention, et pour exposer l'Etat qui peut-être l'aura fait sans intention hostile, qui en aura peut-être même la responsabilité alors qu'il s'agit d'un malentendu, à une attaque à l'improviste, d'autant plus dangereuse qu'on pouvait se croire protégé par la convention qu'on avait signée.

Il sera possible de voir deux adversaires se rejeter réciproquement le tort d'avoir violé les engagements pris, et donner lieu, dès le début de la guerre, à des discussions aussi regrettables qu'interminables.

Si l'on peut distinguer les actes d'hostilité de ceux qui n'en sont pas, un Etat ne pourra pas escamoter l'avertissement obligatoire, sous le prétexte qu'il avait pensé de bonne foi avoir été la victime d'un acte d'hostilité inopiné.

*
* *

Qu'est-ce donc qu'un acte d'hostilité permettant la guerre défensive, ou, si l'on préfère, susceptible d'ouvrir *ipso facto* l'état de guerre ?

Et d'abord devra-t-on rechercher s'il y avait intention belliqueuse de la part de l'Etat agissant, ou responsable des faits commis ? Nous ne le croyons pas.

La preuve de cette intention ne saurait être admise, car il ne faut pas qu'une discussion soit nécessaire entre les Etats en conflit : l'acte d'hostilité doit instituer l'état de guerre *immédiatement*, du fait de sa perpétration, et permettre la guerre défensive à l'Etat qui le subit. L'intention belliqueuse doit donc être établie par une présomption ; on l'induirait de la nature des faits ou de leur gravité ; c'est le caractère hostile du fait lui-même, qui établira la présomption d'intention hostile, de la part de l'Etat qui l'aura commis, et qui en sera dans tous les cas responsable.

Quand donc pourra-t-on dire qu'un fait, à raison de sa nature, constitue un acte d'hostilité susceptible d'ouvrir l'état de guerre ?

La première idée qui vient à l'esprit, et qui semble presque une tautologie, est que tout acte incompatible avec l'état de paix constitue cet acte d'hostilité. Une pareille solution aurait le grand danger de permettre des guerres soi-disant défensives, à la suite du plus banal incident de frontières, ou de la violation du droit la plus minime, que l'on a intérêt à considérer comme des anomalies dans l'état de paix, mais non pas comme des actes destructifs de l'état de paix, et constitutifs de l'état de guerre. Un cavalier isolé pénètre en territoire adverse ; il y a là incontestablement violation de terri-

toire, partant acte incompatible avec l'état de paix. Est-ce donc un acte d'hostilité ? Pas du tout, croyons-nous, parce qu'il n'y a pas là un acte *suffisamment dangereux*, et qui permette de présumer l'intention hostile de l'Etat adverse. Serait-il raisonnable de commencer la guerre inopinément, de bombarder des positions importantes, de surprendre l'armée ennemie, sous prétexte de se défendre contre une violation de territoire effectuée par un cavalier isolé, qui s'est peut-être égaré, ou dont le cheval s'est emballé ?

On pourrait tomber dans l'excès contraire, et dire que, la guerre étant l'*ultima ratio*, un acte d'hostilité susceptible d'ouvrir l'état de guerre, ne pourra être qu'un acte suffisamment dangereux, pour qu'on ne puisse s'en défendre qu'en accomplissant des actes de guerre. Ce serait proportionner les moyens de défense aux moyens d'attaque, et faire dépendre le caractère de l'attaque du caractère des moyens nécessaires pour y résister. Cette seconde manière de voir aurait le grave défaut de ne pas permettre l'emploi de la guerre dans tous les cas où elle nous paraît légitime, notamment à la suite de tentatives ayant échoué. Un corps d'armée ennemi passe de nuit la frontière par surprise, pour écraser l'adversaire, puis, avant tout contact avec l'ennemi, apprenant que les forces adverses sont bien supérieures à ce qu'il croyait, fait demi-tour, et regagne en hâte ses positions sans avoir été poursuivi : les troupes de l'autre Etat, mal gardées, ne connaissent cette tentative, qu'au moment où le der-

nier soldat ennemi vient de repasser la frontière. Il n'est pas possible de parler de moyens de défense contre un danger qui a pu être réel, mais qui à coup sûr n'existe plus. Et cependant, nous estimons qu'une pareille violation de territoire devrait permettre à celui qui l'a subie de considérer que l'état de guerre existe désormais, et d'agir en conséquence.

A notre avis, l'acte d'hostilité, lorsque sa gravité ne serait pas suffisante pour que son caractère hostile soit certain, serait tout acte par lequel il est naturel de commencer la guerre, tout acte fait ordinairement par les Etats lors de l'ouverture des hostilités, tout acte ayant la guerre pour raison d'être et pour but. Il faut que l'acte commis soit suffisamment important et dangereux, pour constituer un moyen sérieux et pratique de commencer la guerre.

Ce qui fait qu'une violation de territoire par un cavalier isolé n'est pas, selon nous, un acte d'hostilité susceptible d'ouvrir l'état de guerre, c'est qu'on n'a jamais vu un Etat qui veut ouvrir les hostilités, s'y prendre de cette façon.

De même, si un coup de fusil, même mortel, part aux avant-postes, nous dirons encore que ce n'est pas là un moyen usité de commencer la guerre. D'ailleurs, ces moyens ne sont pas très nombreux ; ce sont toujours les mêmes actes que l'on retrouve au début des hostilités, et rien qu'en statuant *de eo quod plerumque fit*, il est probable qu'on arriverait à prévoir tous les cas possi-

bles. Une conférence internationale, à laquelle on adjoindrait des militaires et des marins, aurait vite fait de distinguer, une fois pour toutes, dans les cas douteux, les actes par lesquels on a l'habitude de commencer une guerre *ex abrupto*, révélant des ordres des chefs compétents, et les incidents de frontière sans importance, dus généralement à une fâcheuse initiative individuelle.

*
* *

Et alors, une distinction extrêmement importante s'imposerait. Ces actes d'hostilité, assez graves pour faire présumer l'intention de commencer la guerre, formeraient une première catégorie. On pourrait les appeler des *actes de belligérance* proprement dits. Une seconde catégorie comprendrait toutes les autres violations du droit moins importantes. Les uns et les autres, également incompatibles avec l'état de paix, seraient également interdits avant la déclaration de guerre. Mais, tandis que les autres violations du droit pourraient donner lieu à des sanctions de nature *pacifique*, et à des *réparations* à discuter entre Etats intéressés, voire même devant un tribunal d'arbitrage, *seuls, les actes de belligérance seraient susceptibles d'ouvrir l'état de guerre ipso facto*, et, par suite, de provoquer la guerre défensive.

*
* *

Il reste une dernière question. Les représailles seront-elles soumises à l'obligation d'un avertissement préalable

ble, si cette obligation est reconnue en ce qui concerne la guerre ? A notre avis la solution de cette question ne soulève aucune difficulté.

Pour les uns, les représailles ne sont qu'un mot, qui cache de véritables actes d'hostilités : ces actes devront donc faire l'objet d'une déclaration préalable.

Pour les autres, les représailles sont une mesure coercitive *moins rigoureuse* que la guerre elle-même, une sorte de *guerre limitée*. Or, l'avertissement ayant précisément pour but d'apporter une atténuation aux rigueurs de la guerre, il serait illogique, et contraire à la notion même des représailles, de ne pas les soumettre à l'obligation d'une déclaration. Si elles pouvaient être exercées sans avertissement, contrairement à la guerre véritable, on pourrait dire, quant à l'ouverture des représailles, qu'elles ne seraient ni une guerre limitée, ni même une guerre ordinaire, mais bien une guerre *aggravée*.

II

Fondement juridique de l'avertissement (1).

Nous avons montré que les raisons données pour justifier l'obligation d'avertir, ne nous paraissaient pas con-

1. Sous un titre analogue : « Obligation juridique de la déclaration de guerre » a paru en 1904 dans la R. D. I. P. un article de M. Ebren, exposant des arguments en faveur de l'obliga-

cluantes. Nous voudrions donner à cet avertissement un fondement juridique, préexistant à toute convention à ce sujet. On a souvent invoqué dans ce but l'idée de communauté internationale en temps de paix; on a dit que l'état de paix était l'état normal entre nations. Peut-être, mais cela est un peu vague. Sur quoi se fonde-t-on pour dire que l'état de paix est l'état *normal*? Sur la consécration du temps; il y aurait alors, pensons-nous, une sorte de prescription, faisant bénéficier les Etats d'un droit acquis à la paix, qui durerait tant qu'on n'aurait pas manifesté la volonté d'interrompre cette prescription; mais cela ne nous semble pas suffisant pour justifier l'obligation de déclarer la guerre. Cet état de paix repose sur quelque chose de beaucoup plus précis, et aussi, de beaucoup plus juridique, dans la plupart des cas. Il repose généralement sur un texte formel, un traité de paix; ce traité est conçu en termes variables, mais qui indiquent toujours nettement que l'état de paix est établi pour l'avenir, et sans limitation de durée.

La parole donnée est donc valable indéfiniment, et dès lors, la question se précise singulièrement : l'état de paix nous apparaît comme l'observation du traité de paix, la guerre *ex abrupto*, comme la violation du traité de paix, et la déclaration de guerre, comme la dénon-

tion à la déclaration. Ces arguments ne nous ayant pas paru concluants, nous les avons placés dans notre chapitre sur la doctrine continentale. *Vide supra*, p. 74 et s.

ciation du traité de paix. Désormais, l'état de paix n'est plus l'état *normal*, ce qui est vague, et ne signifie pas grand chose de plus que l'état dans lequel on se trouve habituellement; l'état de paix est l'état *obligatoire*, reposant sur une base précise et formelle. La déclaration de guerre est absolument indispensable, car le traité de paix ne permet pas que les hostilités puissent se prendre d'elles-mêmes.

La paix, qui repose sur la foi des traités, a besoin d'être dénoncée, suivant le droit commun : on dénonce des traités moins importants, à plus forte raison doit-on dénoncer formellement un traité de paix, dont les conséquences sont les plus grandes et les plus étendues que l'on puisse trouver dans le droit international.

Si l'on admet cette manière de voir, la déclaration devient absolument indispensable, au moins dans les rapports entre tous les grands Etats européens. En remontant dans le passé, on trouve toujours, et le plus souvent très rapidement, un traité mettant fin à une guerre, et stipulant expressément que l'état de paix est constitué entre les signataires par le présent acte; on n'y prévoit pas de cas d'extinction particulier de l'engagement pris, on n'y peut donc mettre fin que par les moyens qui forment le droit commun en cette matière, c'est-à-dire que cet acte synallagmatique sera détruit par une manifestation unilatérale de volonté, que l'on appelle dénonciation.

Il y a une objection. Cette explication n'est valable,

dira-t-on, que pour les Etats qui ont signé un traité de paix. Mais il n'en sera pas de même pour les Etats nouveaux. Sur quoi se fonderait-on, par exemple, pour réclamer un avertissement préalable en cas de guerre entre la France et le Japon ? Il faut que cette obligation de déclarer la guerre existe pour tous les Etats qui font partie de ce qu'on est convenu d'appeler la communauté internationale.

A cela nous répondons : les grands Etats, les plus anciens, sont tenus entre eux à l'obligation d'avertir ; ce sont ces Etats qui ont admis dans leurs rangs les Etats nouveaux, après avoir établi avec eux des relations diplomatiques régulières et réciproques ; ces Etats nouveaux ont donc été admis les uns après les autres dans la société internationale qui existait avant eux. Or, il est naturel qu'en entrant dans cette société, ils en aient accepté les usages et les devoirs. Par l'établissement de leurs rapports diplomatiques, ils ont entendu vivre avec les anciens Etats, qui reconnaissaient leur existence, dans les mêmes termes que ces Etats entre eux ; il leur a fallu se soumettre à toutes les obligations instituées dans la communauté internationale dont ils devenaient membres. Or, l'obligation en question *préexistait* à l'entrée de ces Etats nouveaux dans la société internationale, ils doivent donc être tenus de s'y conformer, de par leur adhésion à un état de paix obligatoire dont ils n'ont pas été libres de stipuler eux-mêmes les conditions, qu'ils ont entendu accepter en bloc, telles qu'elles étaient.

Et l'on ne peut pas dire qu'il est choquant que les traités en question obligent d'autres que ceux qui les ont signés ; car ce ne sont pas à proprement parler *ces traités* qui obligent les Etats nouveaux, mais bien *le droit commun* qui en est résulté.

En effet, ces traités n'établissent pas une dérogation à l'usage, une règle exceptionnelle entre les signataires ; ils ont au contraire, par leur répétition, formé une sorte de droit commun ; l'état de paix, lorsqu'il a existé, a toujours existé avec ces caractères identiques que lui ont donné les traités successifs, et n'a jamais été conçu autrement. Par suite, accepter l'état de paix, c'est accepter les conditions dans lesquelles il est établi ; elles résultent d'un droit conventionnel constant, ayant fini par constituer un droit commun en la matière, qui fait concevoir l'état de paix comme ne devant prendre fin qu'à la suite d'un avertissement, conception ordinaire, habituelle, qui n'a été ni condamnée, ni confirmée, par les divergences d'une pratique, hésitante, incapable de former un usage en ce sens ou en sens contraire.

III

But et forme de l'avertissement.

La doctrine part généralement de cette idée que l'avertissement doit être fait dans l'intérêt de l'attaqué, au

détriment de l'agresseur. L'attaqué est trop souvent considéré comme une victime, et l'agresseur comme un coupable. Nous protestons contre cette manière de voir ; d'abord, pratiquement, elle n'est pas faite pour amener facilement une entente sur la question ; l'obligation de déclarer la guerre est à la charge de l'agresseur ; c'est lui qui joue le rôle actif, qui se soumettra à cette obligation, ou au contraire n'en tiendra pas compte ; l'observation de l'engagement dépend donc uniquement de l'agresseur, l'attaqué n'a pas à intervenir ; dans ces conditions, il nous paraît bizarre de préconiser une mesure, avec l'idée exclusive qu'elle doit aller à l'encontre des intérêts de celui qui est chargé d'en assurer l'exécution. De plus, théoriquement, il nous paraît injustifiable de vouloir consacrer *a priori* un désavantage pour l'un des deux adversaires. Nous croyons, au contraire, qu'il faut s'abstenir, dans la mesure du possible, de modifier le rapport de forces existant entre eux. Les Etats sont juridiquement égaux en droit. Ils doivent être traités de la même façon ; et, si l'avertissement préalable et efficace constitue un avantage pour l'attaqué, en lui permettant de mieux préparer ses forces militaires à l'attaque qu'il va subir, c'est là simplement une conséquence inévitable de l'avertissement, ce n'est pas le but à atteindre. Et si l'on objecte que le rôle de l'agresseur est généralement antipathique, parce qu'il est cause de la guerre, nous répondrons que c'est là un raisonnement superficiel, démenti par l'étude de l'his-

toire : il arrive le plus souvent que la responsabilité de la guerre retombe sur les deux adversaires ; souvent même, celui qui ouvre les hostilités le premier y a été obligé par l'autre, qui en reste l'instigateur véritable.

Ainsi donc, en matière de déclaration de guerre obligatoire, la pensée dominante doit être le souci de rester impartial, et de ne pas donner à l'un des adversaires un avantage au détriment de l'autre, s'il est possible de faire autrement ; or, nous savons déjà qu'un avertissement efficace donnera forcément un avantage à l'Etat averti.

Il s'agit donc maintenant, étant donné la nécessité de déclarer la guerre, de trouver un mode d'avertissement ayant, pour l'agresseur, une utilité susceptible de compenser, dans une certaine mesure, l'avantage dont profitera son adversaire.

*
* *

Ce mode d'avertissement, la pratique nous l'a déjà indiqué : c'est l'ultimatum.

En effet, l'ultimatum est le seul moyen de déclarer la guerre qui présente une utilité pour l'agresseur : il permet de mettre fin à de trop longues négociations par une dernière proposition dont l'examen ne pourra être différé ; c'est un moyen de pression, qui remplace avantageusement les actes de représailles ; il permet d'obtenir satisfaction dans des cas où tout autre moyen res-

terait inefficace ; il évite les guerres commencées précipitamment, car il met l'autre Etat en demeure de choisir définitivement, entre la guerre et l'acceptation de conditions jugées indispensables ; il pose donc clairement le problème, et le conflit a toutes les chances possibles d'être résolu pacifiquement, puisque l'on s'expose à la guerre si l'accord ne se fait pas.

L'intérêt supérieur de la paix est ainsi ménagé jusque dans l'acte même qui prévoit l'état de guerre, et l'agresseur a l'avantage de ne s'engager dans une guerre toujours redoutable, qu'avec la certitude qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'obtenir satisfaction.

La déclaration de guerre par la voie de l'ultimatum se présente donc, non plus comme ayant un *but militaire* et servant uniquement à l'attaqué, mais comme ayant un *but diplomatique*, comme destinée à préciser la gravité du conflit, et servant par suite l'intérêt des deux Etats en présence.

*
* *

Quant au délai que doit comporter l'ultimatum, à cet intervalle indispensable pratiquement pour que la déclaration constitue un avertissement véritable et efficace, il devient tout à fait facile d'en évaluer la longueur : ce sera le temps nécessaire pour que l'Etat qui reçoit les dernières propositions de l'adversaire, puisse les examiner et prendre parti. Il faudra que le Gouvernement

ait le temps de consulter les Chambres, de faire passer une note aux journaux pour se renseigner sur l'état de l'opinion ; que le conseil des ministres, vraisemblablement prêt à se réunir, ait discuté l'opportunité de la guerre, et ait bien pesé sa décision, etc. ; tout cela se fera d'ailleurs rapidement, si l'on considère que la gravité du conflit aura déjà fait envisager l'hypothèse d'une guerre, que la presse aura déjà versé des flots d'encre sur la question, et que le leader de l'opposition sera déjà monté à la tribune plusieurs fois, pour prévenir le Gouvernement qu'il s'engageait dans une impasse.

Aussi croyons-nous que, pour pouvoir répondre en parfaite connaissance de cause, il suffit d'avoir 48 heures pour réfléchir. En effet, il ne s'agit pas, comme en 1870 par exemple, de se décider d'après des faits mal connus.

L'ultimatum correct, qui émane officiellement du Gouvernement adverse, et qui est adressé directement au Gouvernement, contient les dernières propositions susceptibles de résoudre le conflit ; il n'y a plus de renseignements à obtenir, ce n'est plus qu'une question d'appréciation ; les exigences de l'adversaire sont exprimées de la façon la plus claire ; il est impossible de ne pas se rendre compte exactement de ce qu'elles sont, et il faut y répondre : oui, ou non. C'est pourquoi nous estimons que le délai de 48 heures est pleinement suffisant.

Au point de vue de l'efficacité de l'avertissement, le délai de 48 heures écarte toute hypothèse de surprise ;

au point de vue militaire, il n'est pas assez long pour permettre une préparation à la guerre susceptible d'être redoutée ; il est juste indispensable pour que la mobilisation soit effectuée dans les troupes de couverture.

*
* *

L'ultimatum ainsi conçu nous paraît être la seule solution acceptable de la déclaration de guerre obligatoire. Mais sa rédaction ne devra pas être laissée au gré de l'agresseur. Il faut convenir à l'avance des indications qu'il comportera, des termes précis qui seront employés. Ainsi, l'ultimatum ne sera régulier qu'à la condition de formuler d'abord, d'une façon concise, et avec une clarté indiscutable, l'objet du litige dont on fait un *casus belli* ; il devra demander une réponse par oui ou par non ; indiquer un délai de 48 heures, à l'expiration duquel les hostilités pourront commencer ; stipuler expressément que l'absence de réponse dans le délai fixé entraînera l'ouverture des hostilités dès son expiration, et qu'une réponse négative, avant la fin du délai, devra porter l'indication de la date exacte à laquelle s'ouvriront les hostilités, date qui devra être postérieure, d'une heure au moins, et de deux heures au plus, au moment précis où la réponse sera remise officiellement. Le délai de 48 heures devra se compter du moment précis de la remise de l'ultimatum à l'adversaire. Toutes autres stipulations devront être interdites.

Ainsi par exemple, il sera absolument défendu de dire que, si l'adversaire fait des préparatifs de guerre pendant le délai, cette attitude sera considérée comme une déclaration de guerre ; certes, le délai ne doit pas avoir un but militaire et c'est pour cela qu'il est fort court ; mais les conséquences inévitables d'un délai de 48 heures, au point de vue militaire, doivent être acceptées telles qu'elles sont ; car cet intervalle est *nécessaire* pour constituer un avertissement efficace ; et, comme il est bien évident qu'un Etat qui entrevoit l'éventualité d'une guerre, fera des préparatifs, il en résulte que le fait de l'avertir, en le prévenant que toute mesure provoquée par cet avertissement lui enlèvera le bénéfice du délai accordé, reviendrait à lui retirer d'une main ce qu'on lui offrirait de l'autre.

*
* *

On objectera peut-être qu'un délai de 48 heures est absolument insuffisant dans la guerre maritime ; mais en cette matière, il faudrait un délai beaucoup trop long pour qu'il puisse être envisagé sérieusement ; et il n'est pas possible, sans entrer dans des complications inextricables, de songer à avertir individuellement les navires en pleine mer. Le véritable moyen d'obvier aux inconvénients d'une guerre pour le commerce maritime, serait de réformer le droit de la guerre maritime lui-même, et particulièrement, le traitement de la propriété privée.

Nous avouons d'ailleurs que la question nous paraît d'une importance secondaire. Sur mer, exception faite, bien entendu, pour les navires de guerre, et les hommes courageux qui les montent, il ne s'agit que d'inconvénients pécuniaires, très regrettables sans doute, mais infiniment moins graves que les dangers courus, sur terre, par les populations frontières, menacées de l'invasion inopinée et des souffrances qui l'accompagnent. Les théories de la nouvelle école maritime qui a tenté de se former, pour rendre plus cruelle la guerre maritime, et qui a préconisé notamment la « guerre au littoral », ont été complètement désapprouvées par l'opinion. Personne ne songe plus aujourd'hui, croyons-nous, à proposer l'emploi de torpilleurs pour couler traitreusement, pendant la nuit, un paquebot ennemi chargé de passagers ignorant l'état de guerre, ou l'emploi du bombardement pour semer la panique et la mort, parmi des femmes et des enfants, sur une plage de bains de mer. Et cela nous suffit.

Quant à la question de la protection du commerce maritime, à notre avis, sa solution n'est pas, nous le répétons, dans l'observation d'un délai plus ou moins long, avant de commencer les hostilités. Elle est, si on la juge nécessaire, dans la réforme du traitement de la propriété privée en temps de guerre maritime. Ce serait le véritable remède, qui d'ailleurs, comme cela arrive quelquefois, serait bien pire que le mal. Et sans exposer ici la justification du droit de capture, ni la démon-

tration de sa nécessité, qui sortiraient de notre cadre, nous nous contentons de nous déclarer, à la suite d'une grande partie de la doctrine, partisans de son maintien, avec toutes ses conséquences pour le commerce maritime.

*
* *

Ainsi, l'ultimatum que nous venons d'étudier, présenterait un grand avantage au point de vue diplomatique, et ce serait là son véritable but. Grâce à lui, les négociations, même à propos des conflits les plus graves, seraient menées avec bien plus de calme; même au milieu des bruits les plus alarmants, des nouvelles de mobilisation de l'ennemi sur les frontières, d'armements précipités, ou de mouvements de troupe insolites, les négociateurs, et à leur suite, l'opinion publique, pourraient garder plus facilement un sang froid qui leur manque trop souvent, s'ils étaient assurés que les hostilités ne puissent commencer d'un moment à l'autre. Les Etats ne seraient pas tentés de brusquer la rupture définitive, par peur réciproque de se laisser devancer dans l'ouverture des hostilités. La sauvegarde d'un délai de 48 heures, n'aurait pas d'inconvénients pour les opérations militaires; elle serait d'un précieux secours pour la nation qui est sur le point d'employer l'*ultima ratio*, et qui, arrivée à un tournant de son histoire, va abandonner le chemin de la paix pour prendre le sentier dangereux qui s'enfonce dans l'inconnu.

CONCLUSION

Depuis quelques années, la question de l'avertissement préalable à l'ouverture des hostilités s'est précisée. Le droit de la guerre s'était élaboré peu à peu ; aux faciles lieux communs de pacifistes bien intentionnés, mais superficiels, les juriconsultes avaient opposé un travail consciencieux, un droit nouveau : ne pouvant supprimer la guerre, ils s'étaient appliqués à en atténuer les terribles conséquences ; et, tout en laissant à la force la mission de terminer les conflits insolubles, ils étaient parvenus à faire éliminer par les combattants toutes les cruautés inutiles, toutes les manœuvres déloyales. Il était désormais nécessaire qu'une guerre loyalement menée fût aussi loyalement commencée. Les guerres *ex abrupto* sont aujourd'hui réprouvées par l'immense majorité de la doctrine et de la pratique.

Mais la cause de l'humanité et de la paix n'aura complète satisfaction à cet égard que lorsque l'obligation à la déclaration de guerre reposera sur des principes juridiques nettement dégagés et incontestés, sur la ratifica-

tion unanime d'un texte aussi exigeant qu'inéluctable, et sur un usage définitivement consolidé par une pratique constante des Etats.

Alors, on ne verrait plus le spectre de l'invasion brutale et soudaine se dresser au-dessus des populations affolées, et présider aux résolutions suprêmes qui décident des destinées d'un peuple, aux minutes tragiques de l'histoire des nations.

Quelques moments de réflexion, quelques instants de répit, ce n'est pas trop demander, aux heures où le fléau de la guerre, ce cataclysme social, parfois nécessaire, mais toujours redoutable, est prêt à s'abattre sur un pays en détresse, à y semer la mort et la désolation, à bouleverser peut-être de ses perturbations politiques et économiques la communauté internationale tout entière, à porter quelquefois ses ravages jusque dans les cinq parties du monde où sont disséminées des colonies mal défendues, à courir sus à des navires qui sillonnent toutes les mers du globe, chargés de la richesse nationale.

Ce n'est pas trop demander, et nous croyons que bientôt satisfaction sera donnée à cette légitime revendication, car nous avons foi dans le progrès indéfini des conceptions juridiques qui entraîneront la Société internationale vers un idéal toujours plus élevé.

BIBLIOGRAPHIE

- ARIGA (Nagao). — La guerre sino-japonaise au point de vue du droit international. Paris, 1896.
- BALDE. — Commentaria in I. II Digesti veteris 1615.
- BLANC (Louis). — Histoire de la Révolution française. Paris, 1878.
- BLIN DE BAILLEUL. — Des hostilités sans déclaration de guerre pendant le XIX^e siècle et les années suivantes (thèse). Paris, 1907.
- BLUNTSCHLI. — Das moderne Volkerrecht Nordlingen, 1872.
— Le Droit international codifié. Traduction Lardy. Paris, 1895.
- BONFILS-FAUCHILLE. — Manuel de Droit International public. Paris, 1898.
- BOURGEOIS (Emile). — Manuel historique de politique étrangère. Paris, 1897-1905.
- BRIDE. — La guerre hispano-américaine de 1898. Paris, 1899.
- BROGLIE (duc de). — Frédéric II et Marie-Thérèse. Paris, 1883.
— Frédéric II et Louis XV. Paris, 1885.
- BRUNI (Conradi). — De legationibus libri quinque. 1548.
- BRUYAS. — De la déclaration de guerre. Thèse. Lyon. 1899.
- BRY. — Précis élémentaire de droit international public. Paris, 1896.
- BULMERINCQ. — Volkerrecht. Fribourg, 1898 (dans le « Handbuch » de Marquardsen).

- BYNKERSHOEK. — *Jeti et praesidis quaestionum juris publici libri duo.* CIO DCCCXXXVII. Lugduni Batavorum.
- BURLAMAQUI. — *Principes du droit de la nature et des gens*, édition de Félice Yverdon. 1766.
- CAUCHY. — *Le Droit maritime international.* Paris, 1862.
- CALVO. — *Dictionnaire du Droit International.* Paris, 1885.
- *Le Droit international théorique et pratique.* Paris-Berlin, 1888.
- CHARLEVAL et de MONTGLAVE. — *Histoire politique, maritime et militaire de la guerre d'Orient.*
- CHAUVEAU. — *Le Droit des gens.* Paris, 1891.
- CHÉRUEL. — *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV.* Paris, 1879-80.
- *Histoire de France sous le ministère de Mazarin.* Paris, 1882.
- CHRÉTIEN. — *Principes de droit international public.* Paris, 1892.
- CHUQUET. — *La guerre de 1870-71.* Paris, 1895.
- *La première invasion prussienne.* Paris, 1886.
- CUSSY (de). — *Phases et causes célèbres du droit maritime des nations.* Paris, 1856.
- DARESTE. — *Histoire de France depuis les origines jusqu'à nos jours.* Paris, 1875 (pour les origines seulement).
- DEBIDOUR. — *Histoire diplomatique de l'Europe.* Paris, 1891.
- DESPAGNET (F.). — *La diplomatie de la Troisième République et le droit des gens.* Paris, 1904.
- *Cours de droit international public.* Paris, 1894.
- DOMIN-PETRUSHEVECZ (de). — *Précis d'un code de droit international.* Leipsig, 1861.
- DOYLE (Conan). — *The War in South Africa.* London, 1902.
- DRIAULT. — *La Question d'Orient.* Paris, 1905.
- DUDLEY-FIELD. — *Projet de code international.* Trad. fr. d'Albéric Rollin. Paris, 1884.
- DUFRAISSE (Marc). — *Histoire du droit de paix et de guerre de 1789 à 1815.* Paris, 1869 (se place au point de vue constitutionnel).

- DUPUIS (Ch.). — Le droit de la guerre maritime d'après les doctrines anglaises contemporaines. Paris, 1899.
- EMERIGON. — Traité du contrat d'assurance. Paris, 1826.
- ERNST. — L'OEuvre de la deuxième conférence de la Paix. Exposé juridique et texte des conventions. Bruxelles et Paris, 1908.
- ESCHBACH. — Introduction générale à l'étude du droit international. Paris, 1856.
- FARCY. — La guerre sur le Danube, 1877-78.
- FIORE (Pasquale). — Le droit international public. Trad. Pradier-Fodéré. Paris, 1869.
- Le droit international codifié. Trad. Chrétien. Paris, 1890.
- FLASSAN (de). — Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française. Paris, 1811.
- FUNCK-BRENTANO et SOREL. — Précis du droit des gens. Paris, 1887.
- DE GARDEN. — Traité complet de diplomatie. Paris, 1852.
- GENTILIS (Aberci). — De jure belli libri tres. Hanovre, 1598.
- GERVINUS. — Histoire du XIX^e siècle (Trad. Minssen). Paris, 1884-74.
- GORCE (P. de la). — Histoire du Second Empire. Paris, 1895 et suiv.
- GREEN. — Histoire du peuple anglais. Trad. Monod. Paris, 1888.
- GRIOS. — De la Déclaration de guerre. Strasbourg, 1847.
- GROTIUS. — Le Droit de la guerre et de la paix. Trad. Pradier-Fodéré. Paris, 1867.
- GUELLE. — Précis des lois de la Guerre. Paris, 1884.
- GUÉRONNIÈRE (De la). — Le Droit public de l'Europe moderne. Paris, 1876.
- GUIZOT. — Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps. Paris, 1858-65.
- HALL. — A Treatise on international law. Oxford, 1904.
- HALLECK. — International law. San Francisco, 1861.

- HAUTEFEBILLE. — Droits et devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime. Paris, 1868.
- HEFFTER. — Le droit international de l'Europe. Trad. Bergson, 4^e édit. de Geffeken. Paris, 1883.
- HEINECCIUS. — Elementa juris civilis. Leipsig, 1766.
- HERSHEY. — The international law and diplomacy of the russo-japanese war. New-York, 1906.
- HOLLAND. — Studies on international law. Oxford, 1898.
- DE HOLTZENDORFF. — Eléments de droit international public. Trad. Zographos. Paris, 1881.
- Handbuch des Volkerrechts. Berlin, 1885.
- HUBBARD. — Histoire contemporaine de l'Espagne. Paris, 1869 et suiv.
- JONQUIÈRE (de la). — Histoire de l'Empire ottoman. Paris, 1881.
- JURIEN DE LA GRAVIÈRE. — Guerres maritimes sous le Consulat et l'Empire. Paris, 1881.
- KENT. — Commentaries on american law. Boston, 1873.
- KLACZKO. — Deux chanceliers. Paris, 1877.
- KLUBER. — Droit des gens moderne de l'Europe. Edit. Ott. Paris, 1861.
- LA MARMORA. — Un peu plus de lumière sur les événements militaires et politiques de l'année 1866 (trad. fr.), 1873.
- LAVISSE et RAMBAUD. — Histoire générale. Paris, 1896 et suiv.
- LAWRENCE. — The principles of international law. London, 1898.
- War and neutrality in the Far East. London, 1904.
- LEBRAUD. — La Guerre hispano-américaine et le droit des gens. Thèse. Paris, 1904.
- LECOMTE (Colonel). — La guerre de Prusse en 1866. Paris, 1868.
- La guerre d'Orient de 1876-77. Paris, 1877-78.
- LEDIARD. — Histoire navale de l'Angleterre. Lyon, 1751.
- LE FAURE. — Histoire de la guerre d'Orient 1877-78. Paris, 1878.

- LEFEBVRE. — Histoire des cabinets de l'Europe (1800-1815). Paris, 1866.
- LEFÈVRE. — Histoire de l'intervention française au Mexique.
- LÉMONON. — La seconde Conférence de la Paix. Paris, 1908.
- LESEUR. — Introduction à un cours de Droit international public. Paris, 1893,
- LONGUET. — Le droit actuel de la guerre terrestre. Thèse Montpellier, 1900.
- LORIMER. — Principes du droit international. Trad. Nys. Bruxelles, 1885.
- MAC-CARTHY. — A History of our own Times. London, 1886 et s.
- MANNING. — Commentaries on the law of nations. London, 1875.
- MARTENS (F. de). — Traité de droit international public. Trad. Léo. Paris, 1883-87.
- (G. F.). — Précis du droit des gens moderne de l'Europe. Edition Charles Vergé. Notes de Pinheiro-Ferreira. Paris, 1864.
- Causes célèbres du droit des gens. Leipzig, 1859.
- Nouvelles causes célèbres du droit des gens Leipzig, 1827-1843.
- MARTIN (Henri). — Histoire de France. Paris, 1854 [pour les origines seulement].
- MARQUARDT et MOMMSEN. — Manuel des antiquités romaines (Trad. Brissaud). Paris, 1890.
- MATTER (Paul). — Bismark et son temps. Paris, 1905 et s.
- MAUREL (Marius). — De la déclaration de guerre. Thèse. Toulouse, 1907.
- MAURICE (Colonel). — Hostilities without declaration of war from 1700 to 1870. London, 1883.
- MÉMOR (A.). — L'Allemagne nouvelle (1863-1867). Paris, 1879.
- MÉRIGNHAC. — Traité de droit public international. Paris, 1905.
- Les lois et coutumes de la guerre sur terre. Paris, 1903.

- MOORE. — A Digest of international law. Washington, 1906.
- MORIN. — Les lois relatives à la guerre selon le droit des gens moderne. Paris, 1872.
- MOSER. — Versuch des neuesten Europäischen Völker Rechts in Friedens und Kriegszeiten. Francfort-s.-M. 1778.
- MOURIEZ. — Les guerres commerciales (1486-1850). Paris, 1863.
- NEUMANN (de). — Eléments du droit des gens moderne. Trad. Riedmatten. Paris, 1886.
- NOX. — Expédition du Mexique. Paris, 1874.
- NOLTE. — L'Europe militaire et diplomatique au XIX^e siècle. Paris, 1884.
- NYS. — Origines du droit international. Bruxelles, 1894.
- Le droit de la guerre et les précurseurs de Grotius. Bruxelles, 1882.
- OPPENHEIM. — International law. New-York, 1905-06.
- ORTOLAN. — Règles internationales et diplomatie de la mer. Paris, 1864.
- OWEN. — Déclaration of war. London, 1889.
- PHILLIMORE (sir Robert). — Commentaries upon international law. London, 1885.
- PIÉDELÈVRE. — Précis de droit international public. Paris, 1895.
- PILLET. — Le droit de la guerre. Paris, 1892.
- Les lois actuelles de la guerre. Paris, 1901.
- POLITIS. — La guerre gréco turque au point de vue du droit international. Paris, 1898.
- PRADIER-FODÉRÉ. — Traité de droit international public européen et américain. Paris, 1894.
- Cours de droit diplomatique. Paris, 1899.
- PUFENDORF. — De jure naturae et gentium (trad. Barbeyrac). Amsterdam, 1734.
- RAMBAUD. — Histoire de Russie. Paris, 1879.
- RASPILLIER. — Du passage de l'état de paix à l'état de guerre. Nancy, 1904.

- RAYNEVAL (G. de). — Institution du droit de la nature et des gens. Paris, 1832.
- REDDIE. — Researches historical and critical in maritime international law. Edimbourg, 1844.
- RENAULT. — Introduction à l'étude du droit international. Paris, 1879.
- REVON. — Le droit de la guerre sous la République romaine. (Thèse) Paris, 1891.
- REY. — La guerre russo-japonaise au point de vue du droit international. Paris, 1907.
- RIVIER. — Principes du droit des gens. Paris, 1896.
- ROUSSET. — Histoire de la guerre de Crimée. Paris, 1878.
- ROY. — Les Fétiaux du peuple romain (Thèse). Poitiers, 1893.
- RUSTOW. — La guerre de 1866 en Allemagne et en Italie, 1866.
- SAINTE-CROIX (de). — La déclaration de guerre. Thèse. Paris, 1892.
- SAKUYÉ-TAKAHASHI. — Cases on international law during the Chino Japanese war. Cambridge, 1899.
- SÉGUR (de). — Histoire de Frédéric-Guillaume II. Paris.
- SOREL (Albert). — L'Europe et la Révolution française. Paris, 1885 et suiv.
- Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande. Paris, 1875.
- SUMMER-MAINE. — Le Droit International. La guerre. Paris, 1890.
- SYBEL. — Histoire de l'Europe pendant la Révolution française. Trad. Bosquet. Paris, 1869.
- TAXILE DELORD. — Histoire du second empire. Paris, 1869 et suiv.
- TESTA. — Le droit public international maritime. Trad. Boutiron. Paris, 1886.
- THIERRY (A.). — Récits des temps mérovingiens. Paris, 1842.
- THIERS. — Histoire du Consulat et de l'Empire. Edition Paulin et Lheureux. Paris, 1843-62.
- Histoire de la Révolution française. Paris, 1834.

- TRAVERS-TWISS. — Le droit des gens. Paris, 1887-89.
- VALFREY. — Histoire de la diplomatie du gouvernement de la Défense nationale. Paris, 1871-72.
- VATTEL. — Le droit des gens. Edit. Pradier-Fodéré. Paris, 1863.
- VERRAES. — Les lois de la guerre et de la neutralité. Bruxelles, 1906.
- VIAL. — Histoire abrégée des campagnes modernes. Paris, 1876.
- VIEL-CASTEL. — Histoire de la Restauration. Paris, 1860-75.
- VOLTAIRE. — Le siècle de Louis XIV. Berlin, 1752.
- WADDINGTON. — Louis XV et le renversement des alliances. Préliminaires de la guerre de Sept Ans (1754-56). Paris, 1896.
- WARD. — An enquiry into the foundation and history of the law of nations in Europe. London, 1795.
- WEISS. — Le droit féodal et les féodaux sous la République romaine. (Thèse). Paris, 1880.
- WESTLAKE. — Etudes sur les principes du droit international. Trad. Nys. Paris, 1895.
- WHEATON. — Eléments du droit international. Paris, 1858.
- Histoire des progrès du droit des gens. Leipsig, 1865.
- WILDMAN. — Institutes of international law. London, 1850.
- WOLF. — Institutions du droit de la nature et des gens, 1772.
- WOOLSEY. — Introduction to the study of international law. New-York, 1885.
- ZELLER. — Pie IX et Victor-Emmanuel. Paris, 1879.
- ZOUCH. — De jure feodali sive de jure inter gentes. Londres, 1650.

Documents et Périodiques

- Annales de l'Ecole des Sciences Politiques.
- Annuaire des Deux-Mondes (1850-1867).
- Annuaire historique universel fondé par Lesur (1818-1870).
- Annuaire de l'Institut de Droit international.

Annual Register.

Archives diplomatiques (depuis 1861).

DE CLERCQ. — Recueil (depuis 1713).

DANIEL. — L'année politique (pour 1876-77).

DUMONT. — Corps universel diplomatique du droit des gens, Amsterdam, 1726-1731, complété par Rousset et Barbeyrac, Fortnightly Review.

FOQUIER. — Annuaire historique (pour 1853-55).

Livres jaunes (France) et les livres bleus (Angleterre), rouges (Espagne), blancs (Allemagne), verts (Italie).

DE MARTENS. — Les divers recueils connus sous ce nom (depuis 1761).

NORADONNGHIAN. — Recueil d'actes internationaux de l'Empire ottoman. Paris, 1898 [renvoie au Martens].

PETRESCU et STOURDZA. — Actes et documents relatifs à la régénération de la Roumanie. 1889-92.

Questions diplomatiques et coloniales.

RENAULT. — Les Deux Conférences de la Paix. Recueil des textes, etc. Paris, 1908.

Revue des Deux-Mondes.

Revue de Droit International et de législation comparée.

Revue de Droit Public et de la Science Politique.

Revue Générale de Droit International Public.

ROSENWALD. — Annuaire historique (pour 1860 et 1861).

WENCK. — Codex juris gentium recentissimi (1735-1772), Leipsig, 1781-88.

Journaux.

The Daily Telegraph.

L'Indépendance Belge.

Le Journal des Débats.

Le Journal de St-Petersbourg.

Le Mémorial Diplomatique.

Le Messager d'Athènes.

Le Moniteur Universel.

Le Temps.

The Times.

VU :

Le Président de la thèse,

L. RENAULT.

VU :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVERTISSEMENT	1

INTRODUCTION HISTORIQUE

I

L'antiquité.	3
----------------------	---

II

Le moyen-âge.	4
-----------------------	---

III

La doctrine du xvi ^e au xviii ^e siècle	5
--	---

IV

La Pratique du xvi ^e au xviii ^e siècle	9 à 18
Désuétude de la pratique de la déclaration de guerre	9

	Pages
Guerres sans déclaration au xvii ^e siècle	9
Attaques perfides au xviii ^e siècle	10
Les guerres sans déclaration au xviii ^e siècle . . .	11
Etude spéciale de la guerre de 1755	14
Etude spéciale de la guerre de 1778.	15

V

Guerres de la Période dite de la Révolution (1789-1815). 18 à 24	
Guerres de la Convention.	18
Guerres du Consulat et de l'Empire	21

VI

La première moitié du xix ^e siècle	24
---	----

PREMIÈRE PARTIE

La Pratique contemporaine.

AVERTISSEMENT	27
<i>Section I.</i> — Guerre russo-turque de 1853 et ses suites.	28
I. — Russie et Turquie	28
II. — La France et l'Angleterre	31
III. — Le Piémont	33
<i>Section II.</i> — La guerre de 1859	34
I. — Piémont et Autriche.	34
II. — La France	35
<i>Section III.</i> — Les guerres italiennes de 1860	36
I. — Piémont et Rome	36
II. — Piémont et Naples.	37

	Pages
<i>Section IV.</i> — Guerre du Mexique de 1862	39
<i>Section V.</i> — La guerre des Duchés, de 1864 . . .	40
<i>Section VI.</i> — Les guerres issues du conflit allemand de 1866	42
I. — Prusse, Autriche, et Diète germanique . .	42
II. — La Prusse et les petits Etats du Nord . .	43
III. — Italie contre Autriche	45
<i>Section VII.</i> — Guerre franco-allemande de 1870 . .	45
<i>Section VIII.</i> — Guerre de 1876	50
<i>Section IX.</i> — Guerres issues du conflit russo-turc en 1877	50
I. — Russie et Turquie	50
II. — La Roumanie	51
III. — La Bulgarie	52
IV. — La Serbie	52
<i>Section X.</i> — Guerre serbo bulgare de 1885	53
<i>Section XI.</i> — Guerre sino-japonaise de 1894 . . .	55
<i>Section XII.</i> — Guerre gréco-turque de 1897	57
<i>Section XIII.</i> — Guerre hispano-américaine de 1898.	60
<i>Section XIV.</i> — Guerre anglo-boër de 1899	63
<i>Section XV.</i> — Guerre russo-japonaise de 1904 . . .	64

DEUXIÈME PARTIE

La Doctrine contemporaine.

AVERTISSEMENT	70
CHAPITRE PREMIER. — <i>La Doctrine continentale</i> (Parti- sans de l'obligation à un avertissement formel) . .	72
<i>Section I.</i> — Arguments en faveur de la déclaration.	74
<i>Section II.</i> — Formes de la déclaration	84

	Pages
I. — Rupture des relations diplomatiques . .	84
II. — Déclaration de guerre pure et simple .	85
III. — La question du délai	87
IV. — L'ultimatum	89
CHAPITRE II. — <i>La Doctrine Anglaise</i> (adversaires de l'obligation à un avertissement formel)	91

TROISIÈME PARTIE

Le Droit conventionnel.

La Convention de la Haye de 1907 relative à l'ouverture des hostilités	99
I. — La solution adoptée :	99
II. — Examen critique:	100

QUATRIÈME PARTIE

Essai d'une théorie juridique de la déclaration de guerre obligatoire.

<i>Section I.</i> — Questions préliminaires, la guerre défensive, théorie de l'acte d'hostilité, les représailles . .	105
<i>Section II.</i> — Fondement juridique de l'avertissement .	112
<i>Section III.</i> — But et forme de l'avertissement . . .	116
CONCLUSION	125
BIBLIOGRAPHIE	127



